

Sommaire / Summary

	Asie : Smic : le Cambodge et le Vietnam sont au coude-à-coude	1
	Asia : Inditex, H&M, C&A split the core of sourcing up move on in labour rights	3
	Bangladesh : fragile accord salarial sur le secteur clé du textile	6
	Bangladesh : la face sombre des vêtements à prix cassés	9
	Bangladesh : RMG sector bounces back	11
	Cambodge : croissance de 7 % en 2019 ?	14
	Cambodia's foreign affairs Minister meets with European officials	15
	Cambodia : W&D workers refuse to return to work	18
	China's downturn hits industrial cities	21
	Ethiopie : l'Indien KPR Mill vient grossir les rangs des investissements textiles	25
	France : Lectra s'associe à l'université de Cincinnati pour former les designers...	26
	France : les ventes de textile-habillement sont à nouveau en recul	29
	Ile Maurice : les opérateurs minés par les délais de livraison et les coûts de production	31
	Ile Maurice : accord de libre-échange en préparation avec les Etats-Unis	33
	Madagascar : « booster le textile pour nous en sortir »	37
	Malaysia has potential to increase textile exports to US	39
	Maroc : désarmé face à la déferlante turque	41
	Maroc : l'IS progressif étendu aux exportateurs	45
	Maroc : le financement et la contrebande freinent la croissance du secteur textile	48
	Maroc : les importations du textile turc privent le Maroc de plus de 40.000 emplois	54
	Maroc : le PJD défend les produits turcs aux dépens de la production marocaine	56
	Monde : l'habillement, 2 ^{ème} émetteur de gaz à effet de serre derrière le pétrole	58
	Monde : perspectives de croissance : les dirigeants d'entreprises 6 fois plus pessimistes	60
	Myanmar : numbers of garment factories rose during five years	62
	Pakistan : les droits des ouvriers du textile sont menacés	63
	Tunisie : le secteur TH espère réintégrer le Top 5 mondial des fournisseurs de l'UE	68
	Tunisie : stratégie de relance du secteur textile-habillement pour 2019/2023	69
	Tunisie : si ce plan marche, le textile-habillement sera requinqué	72
	Turkey sets out US\$570m support package for exporters	74
	USA : big issues will affect retail in 2019	75
	Vietnam : CPTPP, un défi de taille pour le secteur du textile-habillement	78
	Vietnam targets \$ 40 bn in textile-garment exports in 2019	80
	World : Adidas has least forced labour risk in supply chain	81

SMIC en Asie : le Cambodge et le Vietnam sont au coude-à-coude !

Publié le 21 janvier 2019 [Modifier l'article](#) | [Voir les stats](#)

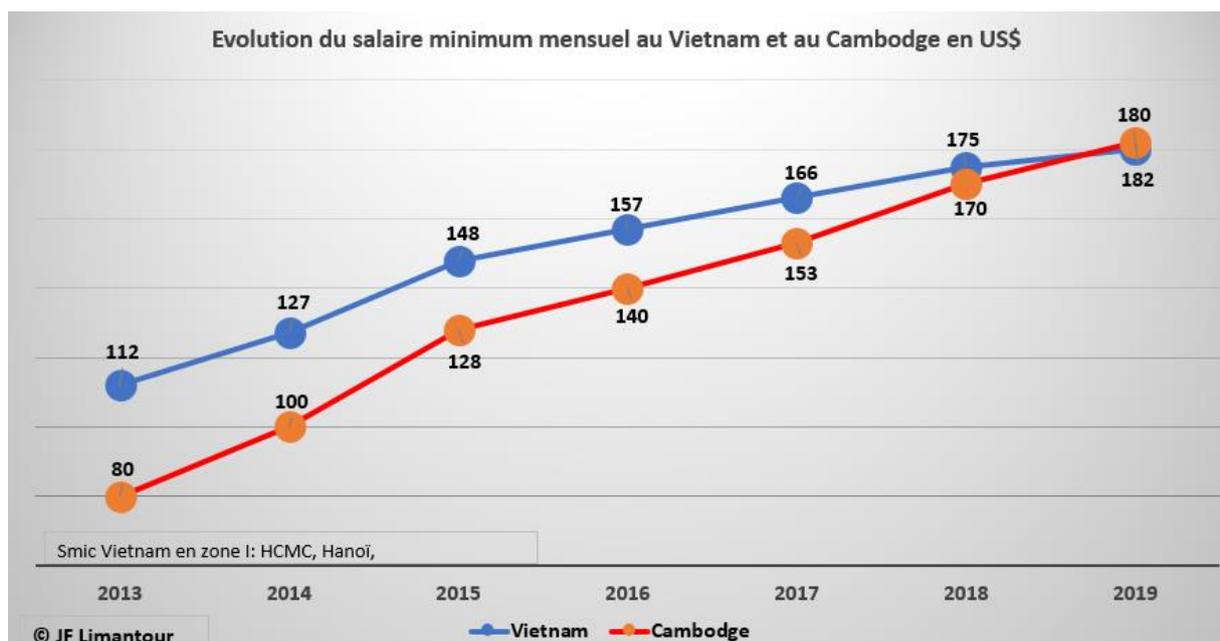


Jean-François Limantour
President of Evalliance
79 articles



En 2019, le salaire mensuel minimum applicable au Cambodge a progressé de 7,1 % pour atteindre 182 dollars. Au Vietnam, le smic mensuel a atteint 180 US\$, en progression de 5 % par rapport à son niveau de 2018.

Les deux pays sont donc au coude-à-coude. Il existe cependant deux différences notables entre eux. La première est que le smic progresse beaucoup plus vite au Cambodge qu'au Vietnam.



Calculé sur la période 2013-2019, le smic a augmenté en moyenne annuelle de 14,7 % au Cambodge contre + 8,2 % au Vietnam, soit presque deux fois plus vite.

Seconde différence, le smic cambodgien est applicable uniformément dans tout le pays alors qu'au Vietnam il varie significativement d'une région à l'autre. L'écart va jusqu'à 43 % entre le smic payé à Hanoï ou à Ho Chi Minh Ville et celui des provinces les plus reculées.

Régions		VND	US\$
Région I	Hanoi urbain + Ho Chi Minh City	4 180 000	180
Région II	Hanoi rural, Ho Chi Minh City rural, Can Tho, Da Nang, and Hai Phong urbains	3 710 000	160
Région III	Villes de province et districts de Bac Ninh, Bac Giang, Hai Duong et Vinh Phuc	3 250 000	140
Région IV	Autres localités	2 920 000	126

La politique de croissance rapide des salaires au Vietnam et au Cambodge expose les deux pays à la concurrence du Myanmar (smic à 70 US\$), du Bangladesh (95 US\$) et de divers autres pays comme le Pakistan, l'Inde ou le Sri Lanka.



Inditex, H&M and C&A split the core of sourcing up move on in labour rights

The ACT project, boosted by IndustriAll Global Union, assigned Turkey to Inditex, Cambodia to H&M and Myanmar to C&A to coordinate the application of a sectoral collective bargaining.

18 JAN 2019 — 10:00



Inditex, H&M and C&A split the textile world up . The biggest fashion shared out the major retail supplying countries to apply ACT Project, created by IndustriAll Global Union. The initiative has the objective of reaching a sectoral collective bargaining to improve labour rights in the main countries of clothing production.

Turkey, Cambodia and Myanmar are the principal regions to put into practice the collective union policies, according to the international federation. To do so, these countries were divided up among the major fashion companies in order to promote labour rights in textile industry. Inditex will coordinate the business activity of

Turkey, while H&M and C&A will supervise the bargaining of Cambodia and Myanmar, respectively. Vietnam and Bangladesh are still pending allocation, as well as Ethiopia.

The initiative was created in 2015 and its main points were to promote a minimum living wage in the supply chains, responsible purchasing practices by the largest groups in the sector and the application of freedom of association and the right of collective bargaining. Among the fashion companies that are committed to boost this project we can find Arcadia, Asos, Bestseller, Primark, PVH and Zalando, apart from Inditex, H&M and C&A.

Arcadia, Asos, Bestseller, Primark, PVH and Zalando are some of the other fashion companies participating in the ACT Project

According to IndustriAll, Cambodia is the country where the initiatives progressed the most, as the brands that collaborate purchase in the region 50% of its production and the measures are being implemented during the last few years. For 2019, the association expects to address the application of the project in Bangladesh.

Under the pressure of the giants

Although the ACT Project is been active for four years, the collective bargain to apply the labour relations is still scarce, according to IndustriAll. As they claim, **the companies are the ones that have to take the initiative to carry the negotiations**. For instance, in Turkey, backed by Inditex, no sectoral collective bargain is granted due to the resistance of companies.

According to the global union, the companies have the responsibility to put pressure on their suppliers since their investment in the country is decisive both for the activity of the factories and the textile industry of such countries.

Moreover, **the union points out that the pressure large fashion groups have to exert is not limited to suppliers or employer organizations, but to its own governments as well**, because they are tightly linked to the companies. Likewise, this business pressure will require, according to IndustriAll, a more coordinated action by the fashion companies themselves, one that overcomes its own competitors’.

Finally, the association also points out that in order to promote the ACT Project, two preferred union spaces must be established: the leading countries of fashion companies and the countries that are part of the supply chain.

Bangladesh: fragile accord salarial sur le secteur clé du textile



Par Emmanuel Derville

Mis à jour le 16/01/2019 à 18h31 | Publié le 16/01/2019 à 18h19

Si les travailleurs ont stoppé la grève, le climat social reste tendu sous le régime autoritaire du premier ministre.

À New Delhi

Après huit jours de grève et des mois de colère, la plupart des ouvriers du textile ont repris le travail au Bangladesh mardi. Le 13 janvier, le patronat a accordé des hausses de salaires de 15 centimes à 8 euros par mois selon les échelons. Les grévistes exigeaient une revalorisation depuis des mois. En septembre, le patronat et le gouvernement avaient doublé le revenu minimum mensuel à 8000 takas (83 euros) alors que les syndicats en demandaient 16.000. L'inflation grimpe à plus de 5 % par an et les salariés disent subir toujours plus de pression pour travailler plus vite.

«Ni les travailleurs ni les leaders syndicaux ne sont contents. Mais nous n'avons pas d'alternative. Nous

devons être satisfaits parce que le premier ministre est satisfait»

Babul Akter, président de la fédération des travailleurs industriels du textile

C'est dire si les hausses consenties pourraient ne pas suffire à apaiser le mécontentement. «Tout dépendra de la façon dont les augmentations sont appliquées. Les ouvriers sont censés recevoir des arriérés pour décembre», pointe Hemant Shivakumar, analyste au cabinet Control Risks de Delhi. Mercredi matin, des centaines de personnes ont encore manifesté à Dacca pour réclamer que l'augmentation promise se reflète sur leur dernière feuille de paie.

Si plusieurs représentants syndicaux ont appelé à cesser le mouvement, certains n'ont accepté l'accord que contraints et forcés. «Ni les travailleurs ni les leaders syndicaux ne sont contents. Mais nous n'avons pas d'alternative. Nous devons être satisfaits parce que le premier ministre est satisfait», confie Babul Akter, le président de la fédération des travailleurs industriels du textile, dont la prudence est compréhensible.

Ces dernières années, plusieurs ONG ont mis en lumière les violences de l'État et des entreprises contre les syndicalistes. En 2015, un rapport de Human Rights Watch détaillait des agressions, des passages à tabac, des menaces de viol contre les femmes et des licenciements abusifs. Depuis que le travail a repris, certains craignent d'être sanctionnés pour avoir fait grève. Khairul Mamun Mintu, un délégué syndical, a déclaré mercredi dans le quotidien *The Daily Star* que **plus de 800 employés avaient été licenciés dans plusieurs usines**. Leur photographie a été placardée à l'entrée des sites en guise d'avertissement.

Deuxième exportateur mondial

La répression de la contestation syndicale s'explique par le poids économique du secteur textile, véritable pilier du régime autoritaire du premier ministre Sheikh Hasina. La plupart des patrons sont des parlementaires liés au parti au pouvoir, la ligue Awami. L'industrie du

prêt-à-porter est la première employeuse du pays avec 5 millions de salariés. C'est la plus exportatrice au monde après la Chine, fournissant des marques occidentales comme Marks & Spencer, Calvin Klein, Carrefour, Monoprix, Lidl... Elle représente 13 % du PIB et 80 % des exportations qui s'élèvent à 30 milliards de dollars par an. En 2015, l'industrie locale avait indiqué son intention de porter son chiffre d'affaires export à 50 milliards d'ici à 2021, pour le quarantième anniversaire de l'indépendance. Cet objectif exigeait de ramener la paix sociale au plus vite.

Enfin, cette grève est aussi un défi lancé à l'autorité du premier ministre qui vient de **remporter des législatives controversées**. L'alliance emmenée par le parti de Sheikh Hasina a raflé 96 % des sièges le 30 décembre à l'issue d'un scrutin émaillé de fraudes. Le Parti nationaliste du Bangladesh (PNB) a dénoncé une «farce». Transparency International a détecté des irrégularités dans 47 circonscriptions sur 298.

Textile : au Bangladesh, la face sombre des vêtements à prix cassés

Des milliers d'ouvrières du textile ont été licenciées au Bangladesh. C'est loin mais pourtant, ces conflits sociaux à 10.000 km de l'Europe nous concernent tous. C'est la face sombre et cachée de nos vêtements à prix cassés.



Bangladesh : la face sombre des vêtements à prix cassés Crédit Image : AFP /

Christian Menanteau et Marie Sasin

publié le 17/01/2019 à 13:03

Le textile est une activité essentielle pour le Bangladesh. Le pays est l'usine textile du monde, un pays pauvre, sans ressources, soumis aux pires catastrophes climatiques mais deuxième exportateur mondial de vêtements.

C'est dans ce pays que les plus grandes enseignes, européennes et américaines, font fabriquer leurs collections, des produits sans cesse renouvelés et sans cesse moins chers. Bien sûr, pour que ces exigences soient satisfaites, il faut que les **4.500 usines** de ce pays fassent trimer leurs **3,5 millions d'ouvriers**, des femmes à 80%, 10 heures par jour, 6 heures par semaine, toute l'année, pour **61 euros par mois**, 3 fois moins que le minimum vital pour survivre dans ce pays où l'inflation est supérieure à 5%.

Le textile est à la fois la bouée de sauvetage et la grande faiblesse du pays. Ces industries sont toutes **sous-traitantes de grands groupes** : H&M, Zara, Decathlon, Gap, Nike et tous les autres, 30 milliards de dollars dans un pays qui est extrêmement pauvre et où le gouvernement ambitionne de porter la part du textile dans sa richesse nationale à 50 milliards.

Une concurrence sauvage

Il y a donc de fortes contraintes et il va falloir que les commandes des multinationales européennes et américaines restent dans le pays. Or la concurrence devient sauvage avec le **Laos, le Cambodge et désormais l'Éthiopie** qui proposent des salaires encore inférieurs. Il y a aussi pour le [Bangladesh](#) l'impérieuse nécessité de **contenir ses salaires** au plus bas. Voilà pourquoi toutes les manifestations, les grèves, les emprisonnements et les licenciements massifs n'ont débouché à ce jour que sur **15 centimes d'augmentation**.

Les espoirs de débouchés positifs après ces mouvements sociaux sont minces. Le Bangladesh est aujourd'hui le **2ème fournisseur de l'Union européenne**, avec huit milliards d'euros ces six derniers mois de costumes, de tee-shirts d'entrée de gamme. Son industrie textile est en train de rattraper celle de la Chine. Son gouvernement ne veut absolument pas lever le pied. **Le seul espoir pour les ouvrières bengalis c'est la pression des multinationales** qui sont donneuses d'ordre dans ces pays où ils sous-traitent leurs vêtements pour alléger, améliorer les conditions de travail et faire augmenter les salaires.

Tout cela dépend finalement de nous, les consommateurs. Il va falloir que l'on mette la pression à ces grandes enseignes et c'est à ce tarif que les enseignes feront quelque chose au Bangladesh.

RMG sector bounces back

Shovongkor Karmakar . Dhaka | Update: 15:33, Jan 16, 2019



Overcoming various setbacks, Bangladesh's readymade garment (RMG) sector is back on track, boosted by improved work environment in the factories and policy support from the government.

Business in RMG sector has increased two and half times in the last one decade. The sector now accounts for more than 83 per cent of Bangladesh's total export earnings, a four per cent increase in last one decade.

The industry experienced major blows due to the Tazreen Fashion factory fire in 2012 and the Rana Plaza collapse in 2013. The incidents were a major setback for the industry, with international buyers calling to ensure safety of the factory workers.

However, the industry has recuperated with significantly improved working conditions.

“The biggest achievement in the garments sector in the last one decade is the improved work environment in terms of labour safety. It played a major role in recovering the image of the sector,” Center for Policy Dialogue's (CPD) research director Khondaker Golam Moazzem told Prothom Alo.

Moreover, use of advanced technology by 20 per cent of the factories has proven vital in increasing production, he added.

However, he regretted that labour rights are still ignored in many cases.

Intermittent demonstrations of RMG workers due to various grievances are still a thorn in the sector despite the buoyant market.

RMG workers took to the streets for 9 days over the last two weeks demanding parity in wages. The government decided to increase the wage in six grades to address the grievances.

“Relations between owners and workers are not improving. This is one of the biggest challenges of the industry,” RMG industry Mohammadi Group’s managing director Rubana Huq regretted.

“Vested quarters are taking advantage of that weakness as we are failing to set our goal due to regular labour protests,” Rubana added.

However, the factory related sources said that most of the factories received more work orders this year than previous years.

Also, the industry has reduced its dependency on traditional markets such as US, European Union countries and Canada and expanded its business in new countries.

RMG industry has expanding the business in countries like China, Brazil, Japan, Russia, Turkey, Australia and India. Last year, 16 per cent of the total exports was made in relatively new markets.

According to the statistics of Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA), 1250 factories closed down in the last five and half years while 300-350 factories were open in this span of time.

Productivity of the new factories is more than that of the closed ones. And 80 among those new factories are environment friendly.

The government also supporting the industry through policy support.

This week the National Board of Revenue reduced tax at source on exports to .25 per cent from the previous percentage of .6 per cent.

According to the Export Promotion Bureau (EPB), export earnings from the RMG sector stood at USD 30.61 billion in 2017-18 fiscal year. The amount was USD 12.34 billion in 2008-09.

Exports have increased by 15.65 per cent in first six months (July-December) of 2018-19 FY. Exports soared 9.98 per cent in the EU market, 20 per cent in the Canadian market and 36 per cent in the newer markets.

Exports in the US market also saw an increase of 18.93 per cent in this time. Exports in the US market declined after the Rana Plaza collapse but recovered since January last year.

The experts related to the industry think that the trade war between the US and China has also played a role in increased work order from US.

“The work orders have increase immensely in recent times,” said former vice president of Bangladesh Knitwear Manufacturers and Exporters Association (BKMEA) Mohammad Hatem.

But he said that the factory cannot take all the orders as the price offered by the buyers is relatively low.

“Increased production costs dent our efficiency to compete with others. Moreover, the timeframe of supply has reduced half to 60 days while transporting the supply to Chattogram port from factory alone takes 7-10 days,” he added.

CPD’s Golam Moazzem said the factories with big investment and advanced technology will prosper in RMG sector in the coming days.

Moreover, he added that dealing with environment pollution and end of duty free excess to the EU market in 2027 as a result of elevation to developing country’s status will be major challenge the sector face in coming days.

*This report, originally published in Prothom Alo print edition, has been rewritten in English by ***Galib Ashraf***.



Rédigé par DG Trésor • Publié le 11 janvier 2019



Cambodge

- **La banque centrale prévoit une croissance du PIB de 7% en 2019, après 7,3% attendus pour 2018.** Selon ses prévisions, l'inflation demeurerait à 2,6% et les réserves de change devraient atteindre 11,3 Mds USD, équivalant 5 mois d'importations. L'incertitude sur le retrait du programme TSA (Tout sauf les armes) de l'Union européenne, et sur l'impact du *Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP)* – dont le Cambodge n'est pas signataire – pourraient toutefois peser sur la croissance. L'institution présente par ailleurs la dépendance de l'économie au secteur de construction, les coûts de production élevés, l'accès limité à l'électricité ainsi que la hausse de salaire minimum dans le secteur textile comme des facteurs de risques internes.

Cambodia's Foreign Affairs Minister meets with European officials

Niem Chheng | Publication date 23 January 2019 | 10:02 ICT



Prak Sokhonn met with Mrs. Cecilia Malmstrom, EU Trade Commissioner. Supplied

Democracy, human rights and the Everything But Arms (EBA) trade preferences were discussed in a meeting in Belgium on Monday between Foreign Affairs and International Cooperation Minister Prak Sokhonn, his Belgian counterpart Didier Reynders, and EU Commissioner for Trade Cecilia Malmstrom.

Sokhonn, who is also a deputy prime minister, was in Brussels to participate in the 22nd EU-Asean ministerial meeting and met on its sidelines with Malmstrom and Reynders.

While The Post was unable to reach ministry spokesman Ket Sophann for comment, after the meeting Reynders wrote on Twitter regarding what was discussed.

“[I was] in a bilateral interview [conversation] with my Cambodian counterpart in which I stressed the importance of restoring the rule of law and democracy in the country, which would deepen relations with the European Union,” he said.

Following the meeting, Malmstrom also tweeted that Cambodia's EBA trade preferences were discussed with Sokhonn.

"We discussed the EBA agreement and the possibility of a withdrawal of the tariff preferences. [We] reiterated our concerns on democracy, human rights and [the] rule of law. The EU continues to keep the path of dialogue open," she wrote.

EU Commission Trade and Agriculture spokesperson Daniel Rosario declined to comment, only referring to Malmstrom's post.

Last October, Malmstrom informed Cambodia that the bloc was preparing to withdraw the country's EBA preferences for what they claimed were setbacks in democracy, human rights and the rule of law in the Kingdom.

Withdrawing the privileges are intended to pressure the Cambodian government to improve its democracy and human rights records, which some observers claim has been in decline since the opposition Cambodia National Rescue Party was dissolved by the Supreme Court in November 2017.

But critics of the proposed measures say it would only hurt the poor, while also being counterproductive in terms of promoting democracy and human rights.

Global politics PhD researcher at the University of Leicester Cindy Cao said the proposed measures "would not likely have a significant impact politically".

In her research paper *EU Trade Sanctions on Cambodia: An Ethical Debate*, published last October, Cao said such measures would exacerbate poverty among women, minority groups and other marginalised groups, who comprise the majority of low-paid garment sector workers.

Cao is also an associate researcher at the European Institute for Asian Studies.

"The EU should opt for partial and calibrated sanctions and avoid adversely impacting the vital industry of garment and footwear which accounts for 75 per cent of Cambodia's exports to the EU and provides employment for some of the most vulnerable segments of society," she wrote.

The paper also found that punitive economic measures were only successful in bringing about desired political change in five to 30 per cent of cases, while they failed 65 to 95 per cent of the time.

Cao said that entirely withdrawing EBA privileges would be counterproductive, and instead advocated "short, gradual and partial sanctions" with "realistic expectations".

EU ambassador to Cambodia George Edgar told *The Post* on Monday that the European bloc welcomed recent actions taken by Cambodian authorities, including releases in

August and September of a number of detained political figures, civil society activists and journalists.

He also welcomed the amendment to the Law on Political Parties that will allow individuals banned from political activity to have their rights reinstated, as well as steps taken to address restrictions on civil society and trade unions.

“These are all positive steps and we hope to see them followed up with further action. The EU has emphasised that it will keep the channels of dialogue open,” Edgar said.

W&D workers refuse to return to work

Long Kimmarita | Publication date 16 January 2019 | 08:09 ICT



Garment workers strike at the W&D Factory last week. Over 1,000 workers did not return to work on Monday despite government mediation attempts. [Pha Lina](#)

Over 1,000 garment workers from the W&D factory did not return to work on Monday despite government mediation attempts. They said they remained concerned over pressure from the factory management and their colleagues being fired.

Their concerns come following the revelation that some protesting workers, mostly union leaders deemed to be 'inciters', will not be rehired despite providing thumbprints to show they have agreed to return to work.

Bun Samnal, who is among the fired garment workers, told The Post that he would not be able to return to work.

He said after several meetings with ministry and factory representatives over the issue of seniority indemnity, a number of garment workers, including him, were blacklisted for allegedly inciting other workers to protest.

“They asked us to provide thumbprints, but then they said they will only take back young people. They did not rehire some senior male workers, pregnant women and older people.”

“Today the factory issued a list of nearly 100 workers who have been sacked. My name was included and I cannot accept it. They let other workers go back to work but did not take several of us back,” Samnal stressed.

The protests initially started on December 24 over pay and conditions, most prominently the issue of seniority indemnity – security payments given to workers twice a year in lieu of severance pay.

Ultimatum

The factory subsequently issued an ultimatum – supported by the Phnom Penh Municipal Court – that striking workers return to their jobs within 48 hours or they would be terminated.

The workers responded to the ultimatum by occupying the factory, with representatives saying they would not back down until their demands were met. Consequently, the factory issued a press release on January 4 naming 1,200 workers who had lost their jobs.

While the factory has since backed down on the 1,200 sackings, there remains an unverified list of workers deemed to be “inciters” who haven’t received their jobs back.

W&D factory worker Sam Srey Mom said she did not agree to return to work because the factory had sacked several of her co-workers. She said the sackings were a threat to workers considering taking part in future strikes.

“Several workers who agreed to give thumbprints to go back to work were told by the factory several hours later that they were not rehired. Therefore, some workers decided not to return and keep protesting.”

‘Pressure and divide us’

“They do this to put pressure and divide us. The number of workers who did not return to work was far higher than the number of people who agreed to go back,” Srey Mom said.

W&D factory administration head Meas Saret told The Post that 600 of the striking workers had returned to work, while 1,000 refused. He said it was the workers’ right whether to return or not, but denied the allegation that the factory management had pressured them.

“I don’t know which workers gave thumbprints because I never received it. This is a lie, the factory did not put pressure on them. The factory has always followed the law if workers followed the law,” he said.

Ministry of Labour and Vocational Training spokesman Heng Sour told The Post on Tuesday that the factory agreed to accept returning workers on Saturday. He said all workers had been rehired except 10, who were sacked due to evidence of incitement.

“The law will protect workers who abide by it, but people who have the intention of violating the law should worry.”

“According to evidence, including pictures and video clips, there were a small number of people who wanted to violate the law. Despite this, the ministry asked the factory to re-employ some of the 10 people that were fired,” he said.

The Coalition of Cambodian Apparel Workers Democratic Union president, Ath Thorn, said the workers did not return because they were worried that the factory might pressure them after they went back to work.

‘Some unions misled workers’

“What the worker want, first of all, are proper working conditions. They don’t want the factory to fire them whenever it pleases. Without a proper agreement, workers will suffer,” Thorn said.

Garment Manufacturers Association in Cambodia Deputy Secretary-General Kaing Monika told The Post that unions had misled workers, inciting them to protest using misinformation.

“All the relevant parties – the factory, ministry and lawyers – already explained the issues to workers.”

“Previously, the Ministry of Labour and Vocational Training already issued a statement about seniority indemnity and ensured workers that they will not lose it. However, a small number of unions incite and cause problems in this sector,” he said.

THE WALL STREET JOURNAL.

Europe Edition | January 22, 2019 | Print Edition | Video

[Home](#) [World](#) [U.S.](#) [Politics](#) [Economy](#) [Business](#) [Tech](#) [Markets](#) [Opinion](#) [Life & Arts](#) [Real Estate](#) [WSJ Magazine](#)

China's Downturn Hits Industrial Cities

In Yancheng, businesses like auto parts and textiles that helped drive years of growth are now sputtering



A worker disentangles wool yarn at a spinning machine at a textile factory in China. PHOTO: VENUS
Jan. 21, 2019 10:48 a.m.

YANCHENG, China—China's slowdown is worsening, with key labor-intensive industries that the government has counted on for employment and output getting pinched and making a turnaround harder to engineer.

The downturn that began last year and deepened in recent months is cutting a swath through this dusty industrial city just north of the Yangtze River. The auto-parts, textiles and other industries that drove years of growth in this city of seven

million are now sputtering, weighed down by rising costs, heavy debt loads as well as an increasingly uncertain trade outlook.

Meanwhile, big-data centers, new energy vehicles and other sectors the city is looking to lead the next wave of growth aren't picking up the slack. "We face many uncertainties in 2019," said a commerce official in Yancheng. Its economy slowed sharply last year, expanding about 5%—well short of the city government's growth target of more than 7% and below the official national level.

Nationwide, [China's growth weakened](#) to 6.6% last year, its slowest annual pace in nearly three decades, according to official data released Monday, and growth is expected to flag further in the coming months.

Behind the deepening downturn, the official data show, are a weakening manufacturing sector, lackluster big-ticket investments by both government and businesses, softening property sales and anemic growth in consumer spending. Adding to the gloom are the [continued trade tensions](#) between China and the U.S., which have caused companies throughout the country to delay investment and hiring.

In Taizhou, a city just south of Yancheng, trade frictions have led to a drop in new orders for Chinese products, particularly textiles. Xu Jiang, owner of trading company Jingjiang Jindi Textile Corp., said a lot of his suppliers have shut down or downsized their businesses.

"We've already had a couple of tough years and the trade war was just adding frost to the snow," Mr. Xu said.

Places like Taizhou and Yancheng, a relatively wealthy city whose annual per-capita gross domestic product is almost 18% above the nation's average, are used to prospering. So tough times there suggest that China's economic weakness is deeper than the official data are showing, economists and analysts said.

"The slowdown is probably broader and worse than we had thought," said Yang Weixiao, an economist at Founder Securities.

Troubles in areas that reliably produced growth for years pose a challenge for China's policy makers as they seek to arrest the slowdown. Easy credit that

propped up growth in the past is increasingly reaching its limits as the country's debt levels continue to climb. Policies that for years favored state companies—and lavished them with access to credit—have battered the confidence of private businesses, a source of growth, jobs and innovation, depriving them of resources.

President Xi Jinping, at a meeting with senior officials Monday, warned of rising risks to China's economic outlook, ranging from employment to pensions and other social welfare.

"We must always stay on high alert," said Mr. Xi in remarks at the Communist Party's elite training academy.

Particularly worrying for Beijing, some economists said, is declining wage growth. Disposable income for urban residents increased 5.6% last year from a year earlier, according to official data, compared with 6.5% in 2017. With costs rising for housing, health care and other necessities, consumers are reining in spending, especially for cars and luxury products.

Yancheng relied on the auto industry over the past two decades to transform an industrial backwater. The city attracted South Korean investment, which flooded into industrial parks whose Korean signs still remind locals of recent boom times. A 2017 spat between Beijing and Seoul over a U.S. antimissile program caused many Chinese to boycott Korean cars and products, triggering a downturn in Yancheng's auto industry. Then came competition from cheaper domestic brands and finally the slump in car sales.

Sales of auto products dropped by nearly 8% in the first 11 months of last year from the year-earlier period, latest local official data showed. Despite local officials' efforts to encourage investment in new industries, in particular renewable energy, about one-fifth of the city's top 50 industrial firms by value of output are still auto makers.

Even before the current downturn set in, businesses in Yancheng, like others across the country, already have been struggling with rising labor costs due to a shrinking labor force. Beijing's move last year to tighten social security collection

pushed up the costs further, local business owners said. Many are getting so financially stretched that they are downsizing.

Entrepreneur Ding Qinshi is planning to sell a clothing factory he has been operating for more than two decades. “Labor-intensive factories like us don’t have a future,” said Mr. Ding, whose Yancheng Qinda Garment Co. employs about 300 workers.

Official gauges of unemployment have barely budged, but surveys of manufacturers and services providers suggest that companies aren’t hiring and are trimming staff. A survey of employers and job seekers released earlier this month by online job-seeking website Zhaopin.com and Renmin University showed weak employment in recent quarters and said the weakness could extend to 2019.

In a bid to ensure social and economic stability, China’s State Council recently offered incentives for employers to keep staff members on the payrolls, such as lowering payroll taxes for unemployment insurance.

—Liyan Qi and Dominique Fong



24 JANVIER 2019 - 09:00 |
PAR COMMODAFRICA

L'indien KPR Mill vient grossir les rangs des investissements textiles en Ethiopie

L'Ethiopie fait, sans aucun doute, des envieux. Après Raymond, Arvind, Best Corporation, SCM Garments et Jay Jay Mills, c'est au tour de KPR Mill, tous des industries textiles indiens, à venir investir en Ethiopie, a annoncé lundi l'entreprise. Et les Indiens ne sont pas les seuls ! Rappelons qu'en octobre dernier, c'était l'italien Calzedonia qui s'y installait

Pourquoi cet attrait de l'industrie textile indienne, s'interroge *Business Standard* ? Tout simplement car la filière du *Made-in-India* a des difficultés à concurrencer le Bangladesh, le Cambodge et d'autres places montantes du textile. L'Afrique -et, singulièrement, l'Ethiopie- pourrait lui apporter un nouveau souffle dans sa croissance, estiment ces groupes indiens.

KPR investit \$ 5 millions et produirait 10 millions de vêtements par an, tandis que Raymond avait mis € 16 millions pour une capacité de fabrication de 2 millions de pièces ou Best Corporation € 3,7 millions dans sa première phase.

L'Ethiopie fournit des ateliers prêts à l'utilisation, une fiscalité réduite, des subventions à la formation et un accès sans droits de douane aux marchés européens, américains et chinois ; l'Inde a du mal à négocier des accords de libre-échange tous azimuts. Le foncier et la possibilité de construire sont de suite disponible en Ethiopie où le prix de l'électricité est de 3 cents en Ethiopie contre 10 à 12 cents en Inde. Evidemment, l'Inde a, sous la main, des volumes impressionnants de coton, mais en Ethiopie, le coût de la main d'œuvre y est 50% moins cher, à environ \$ 60 par mois contre \$ 130 à \$ 150...

LECTRA : Lectra s'associe à l'université américaine de Cincinnati pour former les designers automobiles de demain

22/01/2019 | 17:51

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lectra s'associe à l'université américaine de Cincinnati pour former les designers automobiles de demain

La solution DesignConcept de Lectra va être intégrée au cursus novateur et renommé de l'École de Design Ullman

Paris, le 22 janvier 2019 - Lectra s'associe à l'Université de Cincinnati pour concevoir un nouveau module de formation interdisciplinaire consacré aux dernières tendances du design des intérieurs de voitures.

Dans le cadre de son programme de partenariats avec les professionnels de l'éducation, Lectra met à disposition de l'École de Design Myron E. Ullman, Jr. de la Faculté de Design, d'Architecture, d'Art et de Planification urbaine de l'Université de Cincinnati (UC DAAP), DesignConcept, sa solution innovante de prototypage virtuel et de développement produits. L'école forme ses étudiants au design de meubles, de vêtements, ou encore de moyens de transport. Ils apprendront désormais à concevoir des prototypes à l'aide des méthodologies digitales, incluant la modélisation 3D et le modélisme 2D.

Avec DesignConcept, les designers des industries automobile, maritime et aéronautique élaborent des prototypes virtuels et collaboratifs, et gagnent ainsi un temps précieux dans le développement des revêtements de sièges, tableaux de bord et volants.

L'École de Design Ullman a été classée en 2016 parmi les cinq meilleurs cursus universitaires de design industriel des États-Unis par la société de consulting et de recherche DesignIntelligence. Après avoir suivi ce cursus de cinq ans, associant cours théoriques et stages chez des constructeurs automobiles renommés, tels que General Motors, Fiat Chrysler Automobiles, Ford, Volkswagen, Toyota, Hyundai, Audi, Mercedes Benz et Tesla, ses étudiants disposent déjà d'une solide expérience professionnelle.

Le module intitulé « L'avenir des intérieurs de véhicules autonomes : matériaux et nouvelles configurations » sera proposé à un groupe interdisciplinaire d'étudiants de

l'UC DAAP. Il s'agira de la première formation pratique de l'établissement reposant sur l'utilisation de DesignConcept. Les cours débuteront en septembre 2019 et seront ouverts aux futurs designers qui souhaitent notamment se spécialiser dans les industries du transport, de la mode ou de l'ameublement.

Lectra est partenaire de l'École de Design Ullman depuis 2001. L'entreprise s'engage depuis longtemps pour la formation des professionnels de la mode : plus de 900 écoles et universités du monde entier ont accès à ses logiciels et bénéficient de son expertise. Cet engagement s'étend désormais également aux futurs designers d'habitacles automobiles, qui évoluent dans un secteur en pleine mutation avec l'essor des voitures autonomes et connectées, de la mobilité partagée et du développement des véhicules électriques.

« Ce module illustre parfaitement notre volonté d'offrir aux étudiants une formation en phase avec l'industrie », explique le Dr. Gjoko Muratovski, professeur et directeur de l'École de Design Ullman. *« Grâce à Lectra, nous allons disposer de capacités techniques exceptionnelles qui donneront les moyens à nos étudiants d'acquérir de nouvelles compétences ».*

Le module intitulé « L'avenir des intérieurs de véhicules autonomes : matériaux et nouvelles configurations » sera proposé à un groupe interdisciplinaire d'étudiants de l'UC DAAP. Il s'agira de la première formation pratique de l'établissement reposant sur l'utilisation de DesignConcept. Les cours débuteront en septembre 2019 et seront ouverts aux futurs designers qui souhaitent notamment se spécialiser dans les industries du transport, de la mode ou de l'ameublement.

Pour Céline Choussy, Directrice Marketing et Communication, Lectra, ce partenariat avec l'École de Design Ullman de l'UC DAAP vient enrichir les liens de l'entreprise avec l'industrie automobile, tout en initiant les étudiants à ses technologies de pointe. *« Grâce à DesignConcept, nous impulsions une nouvelle dynamique à notre partenariat et permettons aux étudiants de bénéficier du laboratoire idéal où donner vie aux dernières tendances incontournables du design des intérieurs de voitures. Nous sommes vraiment très heureux de contribuer à la formation des designers de demain ».*

À propos de l'UC DAAP

L'Université de Cincinnati (Ohio) a été fondée en 1819. Cette institution de recherche de premier plan abrite la Faculté de Design, d'Architecture, d'Art et de Planification urbaine (DAAP), réputée dans le monde entier, ainsi que l'École de Design Myron E. Ullman, Jr. Cette dernière propose trois grands programmes de formation, axés sur les arts graphiques, le design industriel et le stylisme. Toutefois, ces différentes disciplines se rejoignent souvent dans le cadre de projets variés, allant des technologies pour produits portables à l'avenir de la mobilité et des moyens de transport.

Pour plus d'informations, visitez www.daap.uc.edu

A propos de Lectra

Pour les entreprises qui insufflent la vie à nos dressings, intérieurs de voitures, meubles et plus, Lectra façonne des technologies premium qui facilitent la transformation digitale de leur industrie. Son offre donne aux marques et aux fabricants les moyens de leurs ambitions, du design à la production, mais aussi la reconnaissance et la sérénité qu'ils méritent. Fondée en 1973, Lectra dispose de 32 filiales à l'international et sert ses clients dans plus de 100 pays. Forte de plus de 1 700 collaborateurs, Lectra a réalisé un chiffre d'affaires de € 277 millions en 2017 et est cotée sur Euronext (LSS).

Pour plus d'informations, visitez www.lectra.com

Responsable Relations Presse Groupe : Nathalie Fournier-Christol

E-mail : n.fournier-christol@lectra.com

Tél.: +33 (0)1 53 64 42 37 - Fax: +33 (0)1 53 64 43 40

LES VENTES DE TEXTILE-HABILLEMENT SONT À NOUVEAU EN RECUL

Écrit le 18 janvier 2019

Par **Elodie BERVILY ITASSE**



La reprise du marché observée en 2017 aura été de courte durée. Hors le e-commerce, tous les circuits ont souffert en 2018.

Selon l'Institut Français de la Mode (IFM), les ventes de textile-habillement ont enregistré un recul de 2,7 % sur les 11 premiers mois de l'année 2018. Et elles devraient afficher une baisse comprise entre 2,9 et 3,0 % sur l'ensemble de l'année. Ce recul devrait, par ailleurs, durer car les prévisions de l'Institut pour 2019 font état d'un nouveau repli du marché, à -0,9 %. Ainsi, le modeste retour à la croissance enregistré en 2017, à +0,6 %, fait figure d'exception. Les distributeurs de mode ont, en effet, perdu plus de 15 % de leur chiffre d'affaires depuis 2007. « Il faut interpréter le réveil de 2017 comme une parenthèse. Nous sommes dans une phase de refondation, le secteur du textile-habillement bascule dans un nouveau modèle » a ainsi indiqué Gildas Minvielle, directeur de l'Observatoire économique de l'IFM à l'occasion du séminaire Perspectives Internationales organisé par l'Institut en décembre dernier.

Côté segments, c'est l'habillement pour homme qui affiche la plus forte baisse en 2018 avec des ventes en retrait de 3,6 % sur les 10 premiers mois de l'année. L'habillement pour femme s'inscrit également en baisse (-2,3 %), tout comme le segment enfant (-3,0 %). Seul le linge de maison affiche des ventes en croissance, à +1,1 % sur la période.

En termes de circuits de distribution, les résultats sont là plus contrastés. Trois circuits ont particulièrement souffert avec des baisses d'activité de près de 5 % entre début janvier et fin octobre 2018. Il s'agit des commerces indépendants multimarques, des chaînes spécialisées et des hypers et supermarchés fortement concurrencés par la vente en ligne. Les grands magasins (-0,5 %) et les chaînes de grande diffusion (-0,6 %) sont, quant à eux, plus proches de l'équilibre. Seul les e-commerçants et les spécialistes de la vente à distance s'en sortent bien avec un chiffre d'affaires en hausse de près de 3 % sur cette période.

Textile : les opérateurs minés par les délais de livraison et les coûts de production

16 JANVIER 2019

BY CHRISITINA VILBRIN Contact: c.vilbrin@defimedia.info



Le secteur a connu une décroissance de 6,2 % en 2018.

Comment évoluera le secteur du textile cette année ? Quels seront les défis à relever et les marchés à cibler ? Le point avec les opérateurs du secteur.

Les opérateurs du textile sont unanimes. Les commandes continuent à affluer dans le secteur. « Nous avons toujours des commandes », indique Balkrishna Ramiah, Managing director de BKRR Company Ltd (Ndlr : la compagnie, qui opère depuis 1986, fabrique des pull-overs, des T-shirts, des polos qui sont exportés principalement en Europe, notamment la France, l'Italie, l'Allemagne et dans une moindre mesure en Angleterre depuis le Brexit). « Le secteur est toujours confronté à des hauts et des

bas. Toutefois, nous avons toujours des commandes », indique un autre opérateur qui préfère garder l'anonymat.

En effet, c'est à d'autres niveaux que les opérateurs rencontrent des difficultés. « C'est au niveau de la fabrication que nous avons des soucis. Le client cherche à être livré le plus vite possible », explique Balkrishna Ramiah. L'opérateur ne bénéficie plus de longs délais, de six mois, comme c'était le cas auparavant. « Aujourd'hui, le client veut obtenir ses produits en six semaines. Or, importer de la matière première prend du temps. Qui plus est, nous sommes confrontés à un manque de main-d'œuvre qualifiée pour la fabrication des produits avec de la valeur ajoutée », ajoute Balkrishna Ramiah.

Un secteur en décroissance	
Année	Décroissance
2017	0,7 %
2018	6,2 %

Source : Statistics Mauritius.

Ajay Beedasee, un des porte-paroles de la Textile and Apparel Manufacturers Association, rencontre les mêmes difficultés. « Les clients sont plus exigeants au niveau des délais de livraison », avance notre interlocuteur dont la compagnie fabrique des pantalons denim et chino qu'elle exporte à la Réunion, en Afrique du Sud et en Europe. Ajay Beedasee évoque aussi une hausse des coûts de production. « Un des gros problèmes auquel nous faisons face est que nos coûts augmentent. Toutefois, nous ne pouvons augmenter nos prix avec l'Inde, le Bangladesh et la Chine comme principaux adversaires. Ce qui a un impact sur nos marges de profits. Du coup, il est difficile pour nous d'augmenter nos effectifs », fait ressortir Ajay Beedasee.

Les opérateurs misent sur d'autres cartes pour s'en sortir. « Nous sommes en train de nous diversifier. Notre objectif est d'exporter davantage au Canada, en Australie et en Afrique du Sud. L'Afrique est un gros marché qui importe en quantité énorme », souligne Balkrishna Ramiah. Mais ce marché n'est pas gagné d'avance. « La difficulté, c'est que les clients africains souhaitent qu'on baisse nos prix au même niveau que le Bangladesh ou l'Inde », conclut Balkrishna Ramiah.

L'impact du changement climatique sur les commandes

Le changement climatique a un impact sur les commandes. « Avec le changement climatique, il fait de plus en plus chaud. Ce qui fait que la demande en produits d'hiver est en baisse », indique un opérateur.

Post-AGOA: Maurice prépare un accord de libre-échange avec les Etats-Unis

16 JAN 2019 22:25 0



Le secteur du textile représente 59 % des exportations vers les États-Unis.

Avec l'éventuel non renouvellement de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA) à l'échéance de 2025, Maurice ne peut se permettre d'attendre. Le gouvernement semble l'avoir compris, puisque le ministère des Affaires étrangères y travaille déjà. Si les chiffres tendent à démontrer que le marché américain occupe une place importante pour nos exportations, force est de constater que certains produits exportés vers le pays de l'Oncle Sam restent plus ou moins les mêmes.

Qu'est-ce que l'AGOA ?

Il s'agit d'un accès préférentiel octroyé par le gouvernement américain à 38 pays de l'Afrique subsaharienne, dont Maurice, pour la première fois en mai 2000 sous le gouvernement Clinton. Il a été renouvelé une nouvelle fois en 2010 et ce jusqu'en 2025. À travers l'AGOA, les pays bénéficiaires ont la possibilité d'exporter vers les États-Unis sans payer de droit d'entrée et sans quota. La liste de produits éligibles sous l'AGOA s'étend à

7 000 environ, allant du textile, des dispositifs médicaux à certains produits agroalimentaires pour n'en citer que quelques-uns.

Si l'AGOA devrait rester en vigueur jusqu'en 2025, il y a de fortes chances qu'elle ne soit pas renouvelée en raison de la nouvelle politique économique adoptée sous l'administration Trump, qui privilégie la réciprocité commerciale et le protectionnisme. Raison pour laquelle, Maurice se positionne déjà pour négocier un accord de libre-échange avec les États-Unis.

L'AGOA : levier de croissance des exportations pour Maurice

Parmi les différents accords commerciaux dont Maurice est signataire, que ce soit sur le continent africain ou l'Europe, l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA) figure sans conteste parmi les plus prolifiques. Et pour cause, alors que la balance commerciale du pays tend à être déficitaire, celle vers les États-Unis est pour sa part positive.

Selon l'*Export Insights-Market Trends 2008-2017*, publiée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice (CCIM) l'année dernière, nos exportations vers les États-Unis ont presque doublé au cours des dix dernières années, passant de Rs 3,9 milliards en 2008 à Rs 8 milliards en 2017. «*Le pourcentage de nos exportations vers les États-Unis était de Rs 6 % en 2008 avant d'atteindre 11 % en 2011*», souligne le rapport. Tendance haussière qui a perduré avant de légèrement chuter en 2016. Baisse également enregistrée en 2018. Les importations s'élevaient pour leur part à Rs 2,1 milliards en 2017. La balance commerciale demeure tout de même positive.

L'AGOA a joué un rôle déterminant dans le développement du secteur de l'exportation à Maurice, notamment pour le textile, le principal produit exporté par le pays vers les USA. Maurice Vigier de Latour, président de la *Mauritius US Business Association*, rappelait d'ailleurs dans nos colonnes le 9 janvier dernier, que l'AGOA avait été l'un des principaux leviers de développement pour le secteur textile. «*Maurice se classe en quatrième position parmi les pays exportateurs du textile vers les États-Unis derrière le Kenya, le Lesotho et Madagascar*», soulignait-il. À savoir que Maurice bénéficie des dérogations relatives au Third Country Fabric sous le régime de l'AGOA.

L'usine textile Wensum fait partie des entreprises qui exportent vers les États-Unis à travers l'AGOA. Spécialisée dans la confection de costumes haut de gamme, dont les

produits sont principalement exportés vers le marché britannique, l'usine a entamé une diversification de marché aux alentours de 2016, notamment vers l'Asie et les États-Unis. *«Nos exportations vers les États-Unis ont bien démarré. Elles ont grimpé de 15 % l'année dernière»*, explique Avinash Goburdhun, directeur de l'usine.

Fait intéressant : depuis que les États-Unis livrent une guerre commerciale avec la Chine, l'entreprise a noté une hausse de ses demandes des States. Une situation qu'elle compte bien continuer d'en profiter. Toutefois, pénétrer le marché américain n'a pas été une mince affaire, raconte notre interlocuteur. *«Cela nous a pris au moins une année au préalable pour négocier les commandes et échantillonner»*, explique-t-il. Mais avec la progression des ventes vers ce marché, le pari semble réussi pour Wensum.

Sous-utilisation

Toutefois, force est de constater que Maurice n'a pas beaucoup capitalisé sur la longue liste de produits éligibles à l'export sous l'accord commercial. Comme en témoigne le Top 15 des marchandises les plus exportés vers les USA publié par la CCIM dans son rapport. Parmi eux, l'on retrouve principalement le textile, le *«seafood»* et des instruments médicaux. Le textile constituait à lui seul 59 % des exports vers les États-Unis en 2017 souligne la CCIM. Pour le directeur de Wensum, vu la diversité de produits éligibles à l'export sous l'AGOA, Maurice devrait identifier des créneaux porteurs autres que ceux existants. Selon lui, le pays a un réel potentiel dans le marché haut de gamme. Pour preuve, malgré une forte compétition avec l'Italie, le Portugal et la Turquie sur le marché des costumes haut de gamme, Wensum parvient tout de même à se positionner.

Autre produit local qui marche bien sur le marché américain : le sucre. Bien qu'il ne soit pas exporté sous l'AGOA, nos exports sucriers vers les États-Unis se portent plutôt bien selon le rapport de la CCIM. *«En 2017, la valeur de nos exportations de sucre vers le marché américain s'élevait à Rs 430 millions alors qu'elle était quasi inexistante en 2008»*, révèle la CCIM dans son rapport.

Devesh Dukhira, *Chief Executive Officer* du Syndicat des sucres, révèle à cet effet que le sucre mauricien bénéficie du *Tariff Rate Quota*, un contingent dont tire avantage une quarantaine de pays à travers le monde pour l'exportation de sucre roux à fin d'affinage vers les USA. Le volume de ce quota se chiffre à 1,2 million de tonnes au total, parmi lequel

Maurice peut exporter 12 000 tonnes hors taxe. *«Nous exportons surtout des sucres spéciaux vers les USA»*, explique-t-il.

Le pays pourrait augmenter la quantité de sucre exportée en raison de la demande. Mais comme le pays doit s'acquitter de frais douaniers pour un volume dépassant les 12 000 tonnes, cela constitue un frein à notre expansion sur ce marché. Ce qui fait dire à notre interlocuteur que dans l'éventuelle négociation d'un accord commercial bilatéral avec les États-Unis, il serait bien d'enlever ce quota sur le sucre.

Pour Maurice Vigier de La Tour, il est impératif que Maurice se prépare dès aujourd'hui au non-renouvellement de l'AGOA en 2025. *«Sept ans ne représentent pas une longue période. Il faut du lobbying aux États-Unis même et une utilisation totale de toute la capacité dont on dispose dans le cadre de notre diplomatie économique. L'idéal serait que la réputation dont Maurice jouit aux yeux des Américains par rapport à sa performance sur le plan économique et le respect des obligations d'un pays attaché à la démocratie permettent à Maurice d'être parmi les premiers pays que les États-Unis inviteront à la table de négociation »*, fait-il ressortir.

Rivo Rakotondrasanjy – « Boostez le textile pour nous en sortir »

🕒 15 janvier 2019 👤 Mirana Ihariliva 👁 741 Vues 📖 3 minute(s) pour lire



Rivo Rakotondrasanjy a bien voulu livrer ses impressions sur ce qui doit encore être fait dans le secteur économique

L'Administrateur du Fivmpama n'est pas allé par quatre chemins pour dénoncer la passivité de l'état dans la prise de décisions stratégiques de développement économique.

Sine qua none. Une croissance économique tirée par le secteur secondaire. C'est le seul moyen pour parvenir à un réel décollage économique. « Les régimes qui se sont succédé ont négligé ce secteur qui ne représente alors que 5 % de l'ensemble des entreprises formelles existant dans le pays. Pourtant, seul le secteur secondaire peut créer assez d'emplois. Le tissu économique malgache est composé à 99% d'entreprises individuelles de forme Sarl ou Sarlu, donc de Très petites, Petites et moyennes entreprises (TPE-PME), donc très peu de Sociétés anonymes », explique Rivo Rakotondrasanjy, opérateur économique, administrateur du Fivmpama et vice-président de l'Alliance pour l'Industrialisation durable de Madagascar (AIDM).

Le prochain régime, d'après lui, doit déjà posséder des solutions sur comment développer cette catégorie d'entreprises et quoi faire pour booster les TPE-PME. 60 % des activités se consacrent soit au textile et habillement, soit à l'artisanat. « Aussi, les potentialités du pays dans le développement textile s'avèrent-ils à être reconsidérées pour un résultat rapide et durable », propose l'opérateur. L'exploitation du coton est ainsi à réétudier sérieusement avec une stratégie efficace d'accompagnement de l'existant actuel.

Surtaxe

« Des unités de filature, de tissage et de teinture sont à mettre en place rapidement pour que notre coton ne s'exporte plus à l'état brut mais produit ainsi des valeurs ajoutées considérables», ajoute Rivo Rakoton-drasanjy.

La dextérité malgache en la matière n'est plus à démontrer mais exige des mesures strictes d'accompagnement, telles la formation, la disponibilité en énergie et d'autres infrastructures. « C'est désolant de voir que les matières premières utilisées par nos zones franches sont encore importées, traitées localement pour être réexportées par la suite. Nous avons même préconisé jusqu'à interdire l'exportation des matières brutes sinon de les surtaxer », avance l'administrateur.

« Nous attendons tous un état fort et intelligent avec ce nouveau régime», continue-t-il.

Regrouper le ministère de l'Industrie et du développement du secteur privé, le ministère du Commerce et celui de l'artisanat en un seul département est proposé pour plus de fluidité d'interventions et de synergie d'activité. La qualité de la composition du prochain gouvernement est vivement attendue par le secteur privé. « Celui-ci doit faire mieux que le précédent en termes de propositions de lois. Des lois utiles et permettant de toujours avancer rapidement », insiste-t-il. « La Loi sur le développement industriel de Madagascar (LDIM), votée en 2017, n'est toujours pas accompagnée d'un décret d'application jusqu'ici», fait-il remarquer. L'état doit soutenir le secteur privé dans la facilitation juridique et financière, dans la mise en place d'infrastructures. Le baromètre de l'industrialisation de décembre 2018 indique que l'insécurité demeure la principale préoccupation des opérateurs privés. Une tâche qui incombe encore sans conteste, à l'État.

Malaysia has potential to increase textile exports to US

Published on: Wednesday, January 16, 2019



FRANKFURT: Malaysia has the potential to increase exports of textiles to the United States (US) in light of its trade war with China.

The textile industry, often described by some experts as a “sunset industry”, began to lose its sheen decades ago following rising costs and fierce competition from China, Bangladesh and Vietnam.

But the ongoing US-China trade war has prompted some western buyers to look for alternative source, and this is where Malaysia can take advantage of the situation.

Hopes of reviving the industry in Malaysia – and other Southeast Asian suppliers of home-textiles and other textile products – were visible at Frankfurt’s just-concluded four-day Heimtextil Trade Fair, the world’s largest event for home textiles and accessories.

While an abrupt switch by buyers representing the US and other western importing companies and houses to other supplying countries is not expected, the ongoing dispute between the two economic giants has caused what traders at the Frankfurt show call a “gentle panic”.

“I am pretty sure buyers in the US and elsewhere are aware of the perils of asymmetrical dependency on China as a source of textile products, coupled with the many problems which foreign importers face in that country, particularly in regard to quality and post-sales service, among others.

“Prices of Chinese products have also risen, no thanks to the soaring labour and production costs in that country. So, the ongoing trade war could, in fact, be the proverbial straw that will break the camel’s back,” said one US buyer who preferred to remain anonymous to Bernama at the Heimtextil show.

He said Malaysia could step in to fill the vacuum if US companies decide to quit China, adding Malaysia’s textile quality is definitely a plus, despite prices being slightly higher.

Meanwhile, Malaysian exhibitors offered testimony of the changing scenario in the home-textile trade.

Fernex Sdn Bhd’s Marketing Director Lee Kheang Lim said the company received many solid business enquiries from both existing and potential new buyers from around the world, including the US.

Wendy Tan, managing director of Nature World Manufacturing Sdn Bhd said the company, which manufactures home textile products, also received numerous enquiries.

“While our buyers have shown a keen interest in our Bio-Active Energy-based products, the increase in the number of enquiries may possibly be due to the ongoing trade war, with buyers trying to establish alternative sources of supply,” she said.

Organised by Messe Frankfurt, the Heimtextil show from Jan 7-10 boasted 3,025 exhibitors from 65 countries.

Olaf Schmidt, Messe Frankfurt vice-president of textiles and textile technologies said the number of US buyers at the show had increased, implying that the country was exploring opportunities in the international market.

“All the big US stores are here. There is, clearly, a shift to other countries and because of the emotional character of the ongoing problem, we should know in about six months from now what will happen,” he added.

However, he was unsure if other suppliers can quickly replace China as the world’s biggest textile supplier with its huge textile-manufacturing infrastructure.

Schmidt was upbeat about the Asean region’s potential, with Vietnam, Malaysia, Indonesia and Bangladesh expected to become key players in the global textile supply chain.

“I also believe fierce international competition will force suppliers to upgrade their production processes, adopt automation and devising faster and convenient modes of supplies. Technological innovation is the mantra of the industry’s future,” he said. The textile exhibition saw participation from Asean exhibitors, including eight exhibitors from Indonesia, three from Malaysia, three from Thailand and eight from Vietnam. The top two textile giants, China and India, had 559 and 394 exhibitors respectively, surpassing the host country Germany at 301. – Bernama

29 janvier 2019

Accord de libre-échange : le Maroc désarmé face à la déferlante turque

Le déficit commercial augmente d'année en année. Les exportateurs marocains se heurtent à une multiplicité de barrières non tarifaires. Les Turcs contourneraient la suppression des exonérations sur le textile en faisant partie des bateaux de Jordanie et de l'Egypte. Selon des opérateurs, le Maroc a adopté une stratégie défensive face à la Turquie.

LES VOITURES CONSTITUENT LE TIERS DES EXPORTATIONS MAROCAINES	
(Ventilation des produits en 2017)	
Produits	Valeur en MDH
Total	6 889
VOITURES DE TOURISME	2 346
ENGRAIS NATURELS ET CHIMIQUES	947
FARINE ET POUDRE DE POISSONS	705
SUCRE BRUT OU RAFINÉ	545
ACIDE PHOSPHORIQUE	537
PHOSPHATES	525
OR INDUSTRIEL	423
ARGENT BRUT ET OUVRAGES MI-OUVRÉS EN ARGENT	341
POISSONS FRAIS, SALÉS, SÉCHÉS OU FUMÉS	106
PRÉPARATIONS ET CONSERVES DE POISSONS ET CRUSTACÉS	103
PLANTES ET PARTIES DE PLANTES	44
PRODUITS LAMINÉS PLATS, EN FER OU EN ACIERS NON ALLIÉS	21
ARTICLES DE BONNETERIE	18
VÊTEMENTS CONFECTIONNÉS	12
Autres	215

Source : Office des Changes

Les voitures constituent le tiers des exportations marocaines (2017)

Le constat est alarmant. Du textile et habillement à l'électroménager, en passant par la cosmétique et l'agroalimentaire, les produits d'origine turque sont partout sur le marché marocain. En douze ans, les importations de Turquie ont été multipliées par près de 4. De 5,5 milliards de DH en 2006, elles caracolent à 19,3 milliards en 2017. Sur les neuf premiers mois de l'année, elles totalisaient déjà 15,5 milliards de DH, et devraient égaler ou dépasser le chiffre de l'année précédente.

Dans le sens contraire, le Maroc n'a expédié que 6,9 milliards de DH de marchandises (essentiellement des voitures de tourisme et des matières premières). Il est évident que ses exportations vers l'ancien empire ottoman n'ont cessé de croître depuis 2006. Néanmoins, la balance commerciale a nettement penché du côté de ce dernier. Le Maroc accusait un déficit de 12,4 milliards de DH en 2017 et de 11 milliards à fin septembre (voir graphique). Suffisant pour dire que les Turcs sont les grands gagnants de l'accord de libre-échange signé en 2004 sous le gouvernement Jettou et entré en vigueur le 1er janvier en 2006. Du côté des officiels comme de celui des hommes d'affaires, rares sont ceux qui s'attendaient à une telle domination du partenaire commercial.

LE TAUX DE COUVERTURE EST TOMBÉ À 29% EN SEPTEMBRE 2018

Evolution des échanges													
En Millions de DH	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Jan-sept 2018
Exportations FAB	1 075,5	1 142,5	2 267,5	1 426,8	2 882,0	2 804,6	2 959,1	3 866,2	4 593,1	6 658,7	7 430,6	6 876,4	4 501,0
Importations CAF	5 488,8	6 927,3	8 311,2	5 756,3	6 424,8	9 444,6	9 805,0	12 061,8	14 444,8	15 814,1	18 143,2	19 251,5	15 539,0
Balance commerciale	-4 413,3	-5 784,8	-6 043,7	-4 329,5	-3 542,8	-6 640,0	-6 846,0	-8 195,6	-9 851,7	-9 155,4	-10 712,7	-12 375,1	-11 038,0

Source : Office des Changes

Le taux de couverture est tombé à 29% en septembre 2018

Il ne faut pas le nier, dans quelques domaines comme le textile, certains produits de consommation courante et l'électroménager, le consommateur marocain a trouvé son compte dans cette ouverture eu égard à la baisse des prix qu'elle a provoquée. Il importe cependant de s'interroger sur l'incapacité ou les difficultés – c'est selon- des entreprises locales à s'ouvrir sur le marché turc. Offre peut adaptée ? C'est possible. Prospection insuffisante ? On peut le penser. Mauvaise connaissance du marché ? Cela peut aussi être invoqué.

Cependant, d'aucuns considèrent que les Turcs ne jouent pas franchement le jeu.

Selon des entreprises marocaines qui ont l'expérience de ce pays, les barrières non tarifaires sont difficilement franchissables, si ce ne sont pas les douaniers qui font preuve d'un zèle démesuré pour décourager tout nouveau exportateur. Preuve en est, des entreprises d'ameublement marocaines, qui ont participé à un salon international à Istanbul pour l'export vers la sous-région et le Moyen-Orient en 2018, ont vu leurs échantillons bloqués au port malgré une liste de colisage conforme sous prétexte que la marchandise contenait des éléments non déclarés (stylos, bloc-notes et cartes de visite). La situation ne sera rétablie qu'après des interventions multiples des services de douanes marocaines auprès de leurs homologues turcs. Autre exemple : dans le cadre des opérations d'export de l'Association marocaine des exportateurs (Asmex), des marchandises ont été interceptées à la douane turque. Seuls quelques produits du terroir et d'huile d'argane sont passés entre les mailles du filet.

Et quand on arrive à franchir la frontière, la préférence nationale vous relègue au second plan face à un produit local.

Des mesures de sauvegarde contre le textile et l'électroménager

Les exportateurs souffrent et ne manquent jamais de le faire savoir, d'autant plus que l'autre partie ne semble être victime d'aucune entrave. Le cas du textile est le plus marquant. Entre 2013 et 2017, les importations des produits textile turcs ont progressé de 175 %. L'Association marocaine des industriels de textile et de l'habillement (Amith) avait réagi en demandant au ministère du commerce, de l'industrie, de l'investissement et de l'économie numérique de rétablir les droits de douane aux importations de textile en provenance de ce pays. Requête acceptée. Dès janvier 2018, le ministère du commerce extérieur avait finalement levé les exonérations obtenues jusque-là grâce à l'ALE. Elles consistent en un droit additionnel équivalent à 90 % du droit d'importation variant de 2,25% à 22,5% en fonction des différentes positions tarifaires. Ce droit, au début provisoire, sera appliqué de manière définitive jusqu'au 31 décembre 2021. «Nous avons remarqué une diminution conséquente des exportations de textile turc vers le Maroc au fil des mois durant l'année écoulée, mais aussi un ralentissement du programme expansionniste de ces marques dans notre pays», déclare Mohamed Tazi, DG de l'Amith.

Les exportateurs turcs ont accusé le coup mais n'ont pas renoncé. «Nous avons remarqué qu'ils détournent les voies d'expédition des marchandises. Nous avons intercepté des navires qui arrivent de Jordanie ou d'Egypte – des pays avec lesquels nous avons signé l'accord d'Agadir de zone de libre-échange arabe- avec des conteneurs chargés à Izmir. La marchandise, principalement du textile, est déchargée dans les ports marocains sans paiement de droits de douane alors qu'elle y est soumise depuis janvier 2018. Des produits turcs entrent également depuis la zone de Guerguarat dans l'extrême Sud marocain», déplore M. Tazi.

Grand électroménager touché, meubles encore épargnés

Dans le grand électroménager, le fabricant de réfrigérateurs Manar Holding a, à son tour, obtenu l'application d'un droit antidumping de 16,94% sur les importations en provenance de Turquie, de 18,15% de celles venant de Thaïlande et de 27,56% des importations de Chine. Par contre, dans le secteur de l'ameublement, malgré les diverses ouvertures d'enseignes, les opérateurs marocains pâtissent moins des effets des importations turques de meubles qui font maintenant partie du décor. Plusieurs enseignes turques sont maintenant présentes sur la place, en plus des importateurs, structurés ou non. Par exemple, Istikbal aligne maintenant 12 magasins au Maroc. Ozbay furniture, qui a démarré en juillet 2018, tente de percer sur le segment du haut de gamme.

De l'avis de Amine Benkirane, PDG de Kitea, jusque là, l'enseigne marocaine n'a pas ressenti une réelle menace pour le moment. «Mais si le gouvernement turc continue à aider et subventionner les enseignes turques, on aura sûrement des problèmes. On aurait apprécié que le gouvernement marocain nous accompagne également dans nos ouvertures au Sénégal, au Ghana et en Côte d'Ivoire», commente-t-il.



Des assises de l'export à l'étude

«Aujourd'hui, c'est au Maroc de réinventer sa manière de faire le commerce extérieur selon la réglementation en vigueur. Il faudra étudier tous les ALE signés avec les différents pays. Il faut que notre département des affaires étrangères soit outillé pour montrer la voie en matière de recherche de débouchés, que nos consulats et nos ambassades soient réactifs. Disposer d'une flotte de navires propres est incontournable», commente M. Cherfaoui qui estime que les barrières à l'entrée ne sont pas une solution durable. Le produit turc est en effet bien perçu par les Marocains en termes de rapport qualité/prix. «Les Turcs sont rigoureux dans leur processus de fabrication et de contrôle. Leurs produits sont fabriqués aux normes internationales. Le contrôle est strict, notamment dans l'agroalimentaire. En tout cas, le Marocain va directement vers le produit importé au détriment du produit local», déclare Hassan Sentissi, président de l'Asmex qui déplore un ALE Maroc-Turquie mal signé et mal négocié qu'on se doit de réviser.

En tant que membre de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), le Maroc n'est pas en droit de prendre des mesures protectionnistes de son propre chef. «Il existe des contre-mesures à prendre. Nous avons proposé au ministère du commerce et de l'industrie d'organiser les assises de l'export qui incluent également les importations. Au demeurant, 99% des ALE signés ont un impact négatif sur l'économie marocaine. Nous craignons l'asphyxie qui mènera notre économie à la crise cardiaque», déplore M. Sentissi. De l'avis d'autres opérateurs, la démarche du Maroc envers la Turquie reste défensive et non proactive. «Pour agir, nous avons besoin d'une démarche structurée. Pour le moment, nous réagissons sur le tas», reconnaît pour sa part M. Tazi. Comme quoi signer un ALE est une chose, en faire bénéficier son économie en est une autre.

.../...

1206 MARQUES TURQUES ENREGISTRÉES DU 1^{ER} JANVIER 2014 À FIN 2018 *

Types de produits	Nombre de dépôts de marques
Denrées alimentaires	290
Ouvertures de représentations commerciales ou industrielles	180
Habillement et chaussures de sport	108
Produits cosmétiques, parfumerie et hygiène personnelle et de la maison	85
Produits pharmaceutiques, préparations à usage médical et vétérinaire ainsi que les appareils et installations électriques, accessoires de bain et robinetterie, et petit électroménager.	48
Linge de maison, papier et carton, boissons non alcoolisées, matériaux non métalliques, pour le bâtiment et la construction et petits ustensiles et appareils destinés au ménage et à la cuisine	36

Source : Ompic

**119 enregistrements de marques à l'Ompic et 1087 marques déposées via le système de Madrid désignant le Maroc.*

1206 marques turques enregistrées du 1er janvier 2014 à fin 2018 (*)

(*) 119 enregistrements de marques à l'Ompic et 1087 marques déposées via le système de Madrid désignant le Maroc.

L'IS progressif étendu aux exportateurs

Par [Hassan ELARIE](#) | Edition N°:5432 Le 16/01/2019 | Partager

Ils seront désormais taxés à 10% ou 17,5% selon le bénéfice net sans plafond

Le nouveau barème s'applique dès l'exercice 2018

Le taux de 20% n'aura donc jamais été appliqué

C'est une des surprises de la loi de finances. Les exportateurs sont désormais soumis à l'IS progressif selon le bénéfice net. En plus, ils seront taxés à 17,5% pour la tranche au-delà de 1 million de DH. Ce même principe que leur avait refusé le législateur en 2018 pour non-cumul des avantages. Ce qui voulait dire que les exportateurs devaient rester cantonnés dans le taux unique de 17,5% quel que soit leur résultat fiscal.

De nombreuses voix s'étaient élevées pour crier à l'injustice, particulièrement les sociétés qui pouvaient prétendre au droit commun qui prévoyait un taux réduit de 10% lorsque le bénéfice net est inférieur à 300.000 DH. La circulaire des Impôts 2018 est venue lever le doute en précisant que les exportateurs devaient être taxés selon le régime «préférentiel» pour la partie de leur résultat net correspondant à l'export.

Cela donnait d'ailleurs lieu à des acrobaties comptables puisque le résultat net devait être taxé selon le droit commun avec la progressivité pour la partie réalisée sur le marché local et du taux proportionnel de 17,5% pour la portion correspondant à l'export.

Le barème de l'IS progressif tel que prévu par la loi de finances 2018 s'est donc révélé pénalisant pour les exportateurs. Pourtant, le principe général veut qu'ils bénéficient du taux d'imposition le plus avantageux. Ce sont surtout les «petits exportateurs» qui étaient pénalisés puisque, à moins de 300.000 DH de bénéfice

net, ils étaient taxés à 17,5% au lieu de 10%. La différence est évidemment de taille. En effet, au lieu de payer 30.000 DH pour un résultat net de 300.000 DH comme prévu dans le cas d'un taux normal, l'exportateur devait payer 52.500 DH.

Justice leur a donc été rendue par la loi de finances 2019, qui a prévu un réaménagement de la grille de l'IS progressif au niveau de la tranche du bénéfice net entre 300.001 DH et 1 million de DH (article 19-I-A du Code général des impôts. Elle sera désormais taxée à 17,5% au lieu de 20%.

Et, cerise sur le gâteau, la nouvelle grille d'IS progressif s'appliquera aussi à l'exercice 2018 et non pas à celui ouvert à partir du 1er janvier 2019 comme c'est le cas à chaque changement de taux. Ce qui signifie que le taux de 20% introduit dans la loi de finances 2018 ne sera jamais appliqué et que l'injustice a été «rattrapée». La grille fiscale dédiée aux exportateurs comporte donc deux taux: 10% pour moins de 300.000 DH de bénéfice net et 17,5% au-delà, sans limite.

L'autre nouveauté consiste en l'application du principe de la progressivité, dont cette catégorie de contribuables était exclue l'année dernière. «L'article 19-II-C du nouveau Code général des impôts 2019 a abrogé le taux spécifique de l'impôt et a reclassé le taux applicable aux exportateurs à 17,5% dans l'article 19-I-A du même code. Le taux progressif est applicable à hauteur de 300.000 DH.

Autrement dit, si une société dont la totalité du chiffre d'affaires provient de l'export réalise un résultat fiscal de 2.000.000 DH, elle paierait $(300.000 \times 10\%) + (1.700.000 \times 17,5\%) = 327.500$ DH au 350.000 DH», explique Mohamed Lahyani, expert-comptable.

A signaler tout de même que, comme pour les autres contribuables, lorsque le montant de l'IS pour les structures exerçant depuis plus de cinq ans est inférieur à celui de la cotisation minimale, c'est celle-ci qui s'applique. C'est le «smig fiscal», calculé non pas sur le bénéfice net mais le chiffre d'affaires. Cette année, le taux de la cotisation minimale est passé de 0,50 à 0,75%

L'institution de la progressivité en faveur des exportateurs équivaut à réparer à une injustice. «Toutefois, se posera la question de décomposer les taux progressifs

si le résultat fiscal supérieur à 1.000.000 DH comporte une partie réalisée à l'export», signale l'expert-comptable. Une question qui devra être clarifiée par la circulaire des Impôts prévue dans quelques jours.

Nouveau barème de l'IS exportateurs	
Montant du bénéfice net en DH	Taux
Inférieur ou égal à 300.000	10%
A partir de 300.001	17,5%

Liste des bénéficiaires

Les exportateurs ne sont pas les seuls contribuables à bénéficier dès cette année du barème progressif à deux taux (10% et 17,5%) pour l'exercice 2018. L'article 19-I-A du Code général des impôts liste les sociétés concernées:

- Les entreprises exportatrices (art. 6-I-B-1)
- Les entreprises hôtelières et les établissements d'animation touristique (art. 6-I-B-3)
- Les entreprises minières (art. 6-I-D-1)
- Les entreprises artisanales (art. 6-II-C-1°- b)
- Les établissements privés d'enseignement ou de formation professionnelle (art. 6-II-C-1°-c)
- Les sociétés sportives (art. 6-II-C-1°-d)
- Les promoteurs immobiliers (art. 6-II-C-2°)
- Les exploitations agricoles (art. 6-II-C-5°)

Nouveau barème de l'IS droit commun	
Montant du bénéfice net en DH	Taux
Inférieur ou égal à 300.000	10%
300.001 à 1.000.000	17,5%
1 million de DH et plus	31%

Hassan EL ARIF

Textile: le financement et la contrebande freinent la croissance du secteur

Par S. N.

Jeudi 17 janvier 2019 à 15h58



Les opérateurs ont réalisé une bonne performance à l'export en 2018. Le secteur est en avance sur les objectifs des contrats de performance signés dans le cadre du Plan d'accélération industrielle. Mais le marché local est toujours miné par la contrebande et l'informel et l'accès au financement est toujours difficile.

Bilan mitigé pour le secteur du textile en 2018. D'un côté, l'export se maintient en hausse et les réalisations dans le cadre du Plan d'accélération industrielle (PAI) sont globalement en avance sur les objectifs. De l'autre, le marché local est toujours dominé par la contrebande et l'informel et les opérateurs ont du mal à accéder au financement.

Contacté par Médias24, Karim Tazi, président de l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (AMITH), livre le diagnostic suivant.

Export : la barre des 37 milliards de DH franchie

Les [chiffres de l'Office des changes](#) s'arrêtent à fin novembre 2018. La rubrique « Textile et cuir » affiche une valeur d'exportations de 35,9 milliards de DH, en hausse de 4,1% par rapport à la même période en 2017. Les vêtements confectionnés totalisent 22,4 milliards (+2,7%) et les articles de bonneterie 7,3 milliards (+4,1%).

Selon Karim Tazi, la barre des 37 milliards de DH d'export de produits de textile a été franchie à fin 2018.

« Le secteur a réalisé en 2018 une progression qu'il faut saluer, sachant qu'elle intervient après les exceptionnelles années 2016 et 2017 où le Maroc avait signé des performances parmi les meilleures au monde sur le marché européen », affirme-t-il.

Rappelons que l'Europe représente le principal marché des produits textiles marocain.

*On ne veut pas d'un Maroc fermé
mais simplement d'un Maroc qui
arrête les tricheurs à l'entrée.*

Pour le président de l'AMITH, cette performance est d'autant plus salubre que **l'environnement concurrentiel était particulièrement difficile**. « Il faut savoir que dans les pays concurrents du Maroc, la Turquie et la Tunisie notamment, il y a eu une très forte baisse de la valeur de la monnaie, ce qui a boosté leur compétitivité. Cela a beaucoup influencé les donneurs d'ordre, le facteur prix étant déterminant dans notre métier », précise M. Tazi.

Les filières qui ont porté cette performance sont celles organisées en écosystèmes dans le cadre du PAI : Fast Fashion, maille, denim, textile de maison...

Contrats de performance : l'objectif de chiffre d'affaires additionnel dépassé

Pour Karim Tazi, ces résultats sont le fruit de la dynamique enclenchée par le lancement du PAI et sa déclinaison dans le secteur textile à partir de février 2015.

Depuis le démarrage, plus de 150 conventions d'investissement ont été signées pour un investissement cumulé engagé de plus de 4 milliards de DH.

L'objectif en termes de chiffre d'affaires additionnel à l'horizon 2020 est déjà dépassé, affirme le président de l'AMITH (l'objectif est de 12 milliards de DH dont 5 à l'export).

En termes de création d'emplois, le taux de réalisation est d'environ 56% (environ 56.000 emplois engagés sur un objectif de 100.000 emplois).

Marché local: les conditions d'une concurrence loyale toujours absentes

Cela dit, le PAI et sa logique des écosystèmes auraient pu donner de meilleurs résultats pour l'ensemble des opérateurs du secteur s'il n'y avait pas les problèmes des pratiques frauduleuses sur le marché local et d'accès au financement bancaire.

Le marché local, qui pèse plus de 45 milliards de DH selon les dernières estimations et fait travailler des centaines de milliers de personnes (il n'y a pas de chiffres précis compte tenu de l'ampleur de l'informel), est en effet toujours caractérisé par une perte de parts de marché de la production nationale (estimée à moins de 20%) et des destructions d'emplois (en dizaines de milliers).

En cause, **la persistance de la contrebande et de la sous-facturation et la percée des marques low-cost étrangères.** « Face à cette situation de concurrence déloyale sur le marché local les entreprises structurées tendent à disparaître et l'informel prend de l'ampleur », regrette Karim Tazi.

Ce dernier salue les efforts entrepris par les pouvoirs publics, notamment la [prorogation pour trois ans](#) par le ministère de l'Industrie des mesures de sauvegarde contre les produits turcs et le renforcement des contrôles douaniers et des sanctions.

« Sauf que l'ampleur du phénomène est telle que les résultats ne sont pas encore visibles. Tant que la contrebande est là, tant que la

Turquie utilise d'autres canaux pour acheminer ses produits vers le Maroc..., le marché local ne se redressera pas.

« Pour réussir ce chantier, il faudra fermer toutes les portes qui conduisent à la concurrence déloyale. Tout le gouvernement doit s'y mettre pour **combattre les grands contrebandiers qui font de la résistance et manipulent les distributeurs** pour maintenir cette situation qui leur est profitable mais qui est dommageable à l'industrie. On ne veut pas d'un Maroc fermé mais simplement d'un Maroc qui arrête les tricheurs à l'entrée », martèle le président de l'AMITH.

Pour lui, la solution est de **mettre tout le monde dans un environnement de concurrence loyale et de revoir toute la fiscalité** pour l'adapter à la réalité socio-économique.

Appel à des mécanismes de financement adaptés au secteur

L'autre frein au développement du secteur est [l'accès au financement](#). A fin septembre 2018, l'industrie du textile affichait un encours de crédits bancaires de 6 milliards de DH seulement sur un total de 250 milliards de DH pour le secteur secondaire (industrie, énergie et BTP).

« **Nous appelons les banques et les pouvoirs publics à fournir davantage d'effort pour financer le développement du secteur** », déclare Karim Tazi pour qui les mécanismes de financement adaptés à l'industrie de façon générale et au textile en particuliers sont absents ou très rares.

« Toute l'industrie dans le monde entier n'est pas financée avec des instruments classiques. C'est un domaine capitalistique, générant de faibles marges, où il faut du temps pour une montée en puissance.

Nous avons besoin de financements adaptés avec des maturités longues, des taux faibles... Et pour cela il faut des outils comme des fonds de garantie, des aides conditionnées... Nous avons besoin d'un appui public, privé, et public-privé.

« On parle beaucoup de private equity pour financer le textile. Or cet outil est complètement inadapté. Le fonctionnement et les objectifs des fonds d'investissement ne sont pas compatibles avec l'industrie (durée de prise de décision, objectif de rendement, horizon d'investissement...).

« Actuellement, les TPME arrivent malgré tout à décrocher des crédits grâce aux fonds lancés par la CCG. **Ce qui manque cruellement ce sont les financements pour les grosses PME.** Ces entreprises ont du mal à se financer et c'est pour cela que nous n'avons pas beaucoup d'entreprises de taille moyenne et des champions nationaux », conclut le président de l'AMITH.

Dumping – Les importations du textile turc privent le Maroc de plus de 40.000 emplois, une vraie catastrophe

25 janvier 2019



La faute à Voltaire. Et pour cause, la secrétaire d'État chargée du commerce extérieur, Rakiya Eddarham, a révélé une véritable catastrophe suite à l'augmentation continue des importations du textile turc au Maroc, au cours des dernières années, a entraîné la perte d'environ 46 000 postes d'emplois entre 2013 et 2016.

La responsable, qui répondait à une question écrite d'un député du Parti justice et développement (PJD), a également indiqué que « l'augmentation continue des produits turcs a réduit le volume de vente de textile de plusieurs producteurs sur le marché local. Du coup, de nombreux emplois ont été détruits dans ce secteur sensible », précisant que la production destinée au marché local a baissé de 13 à 11 milliards de

dirhams, tout comme son volume sur les marchés, qui est passé de 79,70% à 69,30% en 2016.

Et pourtant, c'est sous le gouvernement Benkirane, proche d'Erdogan et sa mouvance que la crise a débuté.

La secrétaire d'État, citée par le site arabophone Hesperess, a indiqué que le secteur du textile et de l'habillement au Maroc reste stratégique et vital avec environ 368 000 travailleurs selon les statistiques de 2016, soit 35% des emplois industriels nationaux et 4% de l'emploi total du Maroc.

Selon la responsable gouvernementale, l'industrie du textile et de l'habillement destinée au marché intérieur a connu des perturbations suite à l'augmentation de 200% de l'importation des produits turcs, entre 2013 et 2017.

Elle a noté, à cet égard, que le prix moyen des produits turcs a baissé en comparaison avec les importations en provenance d'autres pays, notamment de l'UE et de la Chine d'autant que les importations turques bénéficient depuis 2006 de l'accès préférentiel sur le marché marocain, en vertu de l'accord de libre-échange conclu entre le Maroc et ce pays.

A cause de cette forte augmentation des importations turques des produits textiles au Maroc, les autorités marocaines ont décidé d'augmenter les taxes sur leur importation en se basant sur les mesures d'évaluation transitoires visées à l'article 17 de l'Accord de libre-échange entre les deux pays, conformément aux procédures énoncées à l'article 22, en vue de corriger et d'éliminer les déséquilibres éventuels.

Mme Eddarham a indiqué que ces mesures visent à limiter les perturbations et les pertes des industries du textile et de l'habillement au Maroc et à préserver les emplois dans ce secteur.

TEXTILE: LE PJD DÉFEND LES PRODUITS TURCS AUX DÉPENS DE LA PRODUCTION MAROCAINE

Par [Hassan Benadad](#) le 24/01/2019 à 22h07



© Copyright : DR

Kiosque360. Face à l'inondation du marché marocain par les produits de textile turc, le ministère de l'Industrie a décidé de taxer davantage les importations en provenance de Turquie. Chose que le PJD n'a pas appréciée.

Le PJD n'a pas du tout apprécié la décision prise par le ministère de l'Industrie et du commerce de taxer davantage les importations de textile en provenance de Turquie. Le Maroc a décidé, en effet, d'augmenter de 90% le taux de droit d'importation fixé par l'accord de libre-échange, sur une période s'étalant jusqu'au 31 décembre 2021. Le groupe du PJD à la Chambre des représentants s'est élevé contre le gouvernement pour défendre les produits turcs et demander leur protection, malgré les pertes qu'ils occasionnent aux entreprises marocaines.

Le député PJDiste Houcine Harich a vivement critiqué le ministère de tutelle en l'accusant «d'être à l'origine de la faillite de plusieurs enseignes turques qui exercent au Maroc, suite à l'augmentation du taux de droit d'importation de 90% ». Le député s'est interrogé, dans une question écrite adressée à Rakiya Eddarhem, secrétaire d'Etat chargée du commerce extérieur, sur l'efficacité des mesures prises contre le textile turc. Le parlementaire estime que «ces mesures suscitent beaucoup d'inquiétudes et de suspicions sur l'existence de conflits d'intérêts pour favoriser des marques aux dépens d'autres. L'augmentation du chiffre d'affaires d'une marque espagnole connue suscite, en effet, beaucoup d'interrogations...».

Rakiya Eddarhem a révélé que, malgré leur taxation, les produits textiles turcs continuaient à inonder les marchés du royaume, menaçant sérieusement la pérennité des sociétés marocaines. Ces dernières réalisaient, jusqu'à tout récemment, le plus grand volume d'exportation du Maroc vers l'étranger. La secrétaire d'Etat a ajouté que l'industrie du textile et de l'habillement destinée au marché domestique avait connu plusieurs perturbations suite à l'augmentation de 200% de l'importation des produits turcs, entre 2013 et 2017. D'autant, enchaîne-t-elle, que le prix moyen du textile et de l'habillement turcs a baissé en comparaison avec les importations en provenance d'autres pays, notamment de l'UE et de la Chine. Sans oublier, poursuit-elle, que les importations turques ont bénéficié de l'accès préférentiel sur le marché marocain, en vertu de l'accord de libre-échange conclu entre le Maroc et la Turquie.

Le quotidien *Al Akhbar* rapporte, dans son édition du vendredi 25 janvier, les propos de Rakiya Eddarhem qui révèle que «l'augmentation continue des produits turcs a réduit le volume de vente de textile de plusieurs usines sur le marché local. Du coup, de nombreux emplois ont été détruits dans ce secteur sensible». Selon les professionnels de ce secteur, près de 46.000 emplois ont été détruits entre 2013 et 2016. La production destinée au marché local a baissé de 13 à 11 milliards de dirhams, tout comme son volume sur les marchés, qui est passé de 79,70% à 69,30% en 2016.

Lors d'une réunion consacrée à la situation des petits commerçants en présence de Mohamed Benchaâboun, ministre de l'Economie et des finances, le président du groupe du PJD, Driss El Azami, a défendu, farouchement, les produits turcs. Il a, tout bonnement, rejeté toute relation de cause à effet entre la multiplication des commerces turcs et la faillite des petits commerçants. El Azami croit avoir trouvé la parade pour étayer son argumentaire en affirmant que «l'introduction des marchandises turques sur les marchés marocains est conforme à l'accord de libre-échange conclu entre le Maroc et la Turquie au temps du gouvernement Jettou». Et le député de plaider pour le renforcement des relations commerciales entre les deux pays.

La vive réaction d'El Azami est survenue juste après que le parlementaire Abdallah Ghazi (RNI) a demandé au gouvernement d'affronter le «Monstre de l'Anatolie» qui a infiltré les quartiers populaires et menace les commerçants de faillite. Le député désigne, sans la nommer, une société turque qui a implanté de grands magasins dans des villes dont les Conseils sont dirigés par des responsables du PJD, qui leur offrent un soutien sans limite.

Le parlementaire RNiste ajoute que les petits commerçants sont victimes d'une concurrence déloyale des grandes surfaces et des réseaux de commerce infiltrés. Ces unités se sont installées non seulement dans les périphéries des agglomérations, mais ont également pris pied aussi bien dans les quartiers résidentiels que populaires. Le même intervenant cite une société qui a inondé le tissu commercial marocain en cassant les prix, profitant ainsi de l'accord de libre-échange avec le Maroc. Le parlementaire va même jusqu'à dire que cette société bénéficie de divers avantages non divulgués. Il poursuit en affirmant qu'elle a, pendant des années, déclaré au fisc des déficits dépassant les 110 millions de dirhams: «Les déclarations de déficit à la Direction des Impôts laissent supposer que cet acteur commercial reçoit des subventions du gouvernement turc, chose qui va à l'encontre des conditions d'une concurrence équitable», a affirmé Abdallah Ghazi.

Radio France franceinfo France Bleu France Culture France Musique FIP Mouv' +

inter france
Info Culture Humour Musique Plus ▾

Accueil > Émissions > Arnaud Leroy : "L'habillement c'est le 2e émetteur de gaz à effet de serre derrière l'industrie du pétrole"

mercredi 9 janvier 2019 par [Mathilde Munos](#)

L'INVITÉ DE 6H20

Arnaud Leroy : "L'habillement c'est le 2e émetteur de gaz à effet de serre derrière l'industrie du pétrole"

▶ 8 minutes



RÉÉCOUTER



PODCASTS



RÉAGIR

Arnaud Leroy, président de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, est l'invité de Mathilde Munos.



Arnaud Leroy, président de l'Ademe © AFP / ERIC PIERMONT / AFP

Arnaud Leroy explique que le secteur de l'habillement coûte cher à la planète.

C'est un le 2e émetteur de gaz à effet de serre derrière l'industrie du pétrole

L'habillement, en termes de gaz à effet de serre, c'est l'équivalent de l'aviation plus le transport maritime réunis. La tendance est à l'augmentation.

Par ailleurs, le coton nécessite beaucoup d'eau et les matières synthétiques nécessitent de grosses productions de pétrole.

Fabriquer 1 tee-shirt = 70 douches

Fabriquer 1 jean = 250 douches

600 000 tonnes de vêtements sont mis en vente chaque année en France.

Des labels sont créés mais c'est parfois du greenwashing. Certaines marques vont faire un affichage qui signale le coût environnemental de la fabrication des vêtements.

Perspectives de croissance mondiale : des dirigeants d'entreprise 6 fois plus pessimistes

Après un optimisme record des dirigeants en 2018, l'année 2019 est marquée par le retour d'un fort pessimisme au sujet de la hausse de la croissance mondiale et des perspectives de croissance pour leur entreprise. Pour sa 22^e édition, l'étude « Annual Global CEO Survey » a effectué un tour du monde des dirigeants d'entreprises afin de recueillir leurs perspectives sur la croissance. Cette année, plus de 3 200 dirigeants ont été interrogés dans 91 territoires. Incertitude, nouveaux talents et intelligence artificielle : analyse des principales conclusions.

Enseignements clés

Un regain de pessimisme

En 2019, 29 % des dirigeants anticipent un recul de la croissance économique mondiale, contre 5 % seulement en 2018. L'année dernière, ils étaient 57 % à prévoir une amélioration de la croissance (un record depuis 2012), ils ne sont plus que 42 %. Ce faible niveau de confiance, observé dans toutes les zones géographiques, est semblable à celui de 2013, alors que les contextes sont très différents : en 2013, l'économie faisait face à une crise de la dette publique, une envolée du chômage et une chute de la consommation, et la croissance n'avait pas passé la barre des 3 %, tandis que pour 2019 le FMI prévoit une progression du PIB mondial de 3,7 %.

Pour croître, consolider ses acquis

Le pessimisme règne également dans les projections de chiffre d'affaires : 35 % des dirigeants se disent confiants à horizon un an (-7 points) et 36 % à 3 ans (-9 points). Dans ce contexte, les solutions plébiscitées pour traquer la croissance sont l'efficacité opérationnelle (77 % des dirigeants), la croissance organique (71 %) et l'innovation (62 %). Les stratégies de croissance externe, de collaboration ou d'alliance sont délaissées au profit d'un recentrage sur les acquis de l'entreprise et l'optimisation de son fonctionnement.

On retrouve également cette logique dans les choix des marchés à conquérir pour croître. Si les États-Unis et la Chine remportent la majorité des suffrages, leur attractivité baisse fortement (51 % en cumulé, contre 79 % l'année dernière). La France, elle, conserve la 7^e position dans le classement. A contrario, 8 % des dirigeants préfèrent se concentrer sur leurs marchés actuels (1 % en 2018) et 15 % ne savent pas sur quels nouveaux marchés miser (8 %).

La pénurie des talents au cœur des préoccupations

Les inquiétudes des dirigeants portent sur l'excès de réglementation (menace numéro 1, comme en 2018), suivie de l'instabilité réglementaire et de la pénurie de talents.

7 des 10 préoccupations majeures ont un lien avec les décisions gouvernementales – réglementation, politique commerciale, géopolitique, populisme...), ce qui pousse les entreprises à consolider leurs positions plutôt que conquérir de nouveaux territoires. Si les freins à la croissance varient d'une zone géographique à l'autre, la pénurie des talents est partagée à travers le monde, et plus accentuée en Afrique et en Asie-Pacifique. En Amérique du Nord et en Asie-Pacifique, elle cohabite dans le top 5 des menaces, avec la rapidité de la transformation digitale.

Des entreprises démunies face au défi de la data

40 % des dirigeants sont convaincus que l'intelligence artificielle va transformer la manière de faire des affaires au cours des cinq prochaines années. 35 % comptent l'implémenter dans leur entreprise d'ici 3 ans, et 33 % l'ont déjà fait. Cependant, une large majorité des entreprises attendent un soutien des gouvernements dans la course à la maîtrise de la data : 76 % estiment que les États devraient développer une politique spécifique, et 2 sur 3 souhaiteraient être incitées à former leurs talents et à accélérer l'usage de l'intelligence artificielle en entreprise.

En France en particulier, **les principaux freins à l'essor de l'intelligence artificielle en entreprise** sont un manque de connaissance de cette technologie, un défaut de formation des équipes et la résistance au changement.

Nota Bene : Etude disponible sur le site de PwC : <https://www.pwc.fr>

Numbers of garment factories rose during five years: DICA [NEWS](#)

PUBLISHED 18 JANUARY 2019
ZEYA NYEIN

The numbers of garment factories whose products are being exported to the European Union have increased by 180 within 5 years, according to Aung Naing Oo, Director-General of Department of Investment and Companies Administration (DICA).

In 2013, there were only 22 garment factories exporting to EU but at present, the numbers has increased to 202, an increase by 180 total, primarily due to benefits brought about by the EU's Generalized Scheme of Preferences (GSP).

There were 24 factories—22 garment factories exporting garment to the EU, one factory (non-CMP industry) and one factory (CMP industry) before the EU's reinstatement of GSP rights to Myanmar in 2013. At the time, these factories created more than 23,000 jobs.

After Myanmar earned GSP rights beyond 2013, the number of factories of all kinds has increased to 305—202 garment factories, 26 factories (non-CMP) and 77 factories (non-CMP garment). These factories have job creating capacity of more than 300,000 jobs. In Myanmar, 0.6 per cent in 1,000 people gets to enjoy from EU's GSP program.

About the 60 percent of CMP garment factory, are investment from China and they are mainly exported to EU countries according to EU EAB monitoring mission held at the UMFCCI on October 30. Because of GSP/EAB rights, some foreign investors are becoming interested in the establishment of factories in Myanmar.

"Among the 65 percent of foreign investment, 60 percent is from China and they are mainly exported their products to EU," said secretary of UMFCCI Khine Khine Nwe.

23 janvier 2019

Pakistan : Les droits des ouvriers du textile sont menacés

Il faut appliquer le code du travail et améliorer les mauvaises conditions dans les usines



23 jan 2019 Vidéo

Pakistan : Exploitation des ouvrières et ouvriers du textile

(New York, le 23 janvier 2019) – Le gouvernement [pakistanaï](#)s n'applique pas les lois qui pourraient protéger des millions d'ouvriers du textile de graves atteintes aux droits des travailleurs, a déclaré Human Rights Watch dans un rapport publié aujourd'hui.

Le rapport de 73 pages, intitulé « ['No Room to Bargain': Unfair and Abusive Labor Practices in Pakistan](#) » (« Aucune négociation

possible : Pratiques de travail inéquitables et abusives au Pakistan »), analyse en détail diverses violations des droits dans les fabriques pakistanaïses de vêtements. Parmi ces abus figurent des salaires et pensions d'un montant inférieur au minimum légal, la suppression de syndicats indépendants, l'imposition d'heures supplémentaires, des pauses d'une durée insuffisante, et le fréquent non-respect de la réglementation sur les congés maternité et maladie. Human Rights Watch a également identifié des défaillances du système étatique d'inspection du travail. Les autorités pakistanaïses devraient restructurer les services d'inspection du travail et sanctionner systématiquement les entreprises responsables d'abus. Quant aux entreprises nationales et internationales du secteur de l'habillement, elles devraient prendre des mesures plus efficaces pour prévenir et corriger les atteintes aux droits des travailleurs commises dans les usines qui fabriquent les vêtements qu'elles vendent.

Human Rights Watch a interrogé pour ce rapport plus de 140 personnes, dont 118 ouvriers de 24 usines d'habillement du Pakistan ainsi que des dirigeants syndicaux, des représentants du gouvernement et des défenseurs des droits des travailleurs. Human Rights Watch a effectué la plus grande partie des recherches de terrain nécessaires à ce rapport entre juin 2017 et décembre 2018 au Pakistan.

Ces dernières années, les travailleurs pakistanaïses de l'habillement ont exprimé d'importantes revendications à travers des grèves et des manifestations. En décembre 2018, des ouvriers textiles ont manifesté dans un institut de formation de Lahore géré par une grande enseigne pakistanaïse, qui selon eux détournait un programme public d'incitation. Les travailleurs ont affirmé que l'institut de formation fonctionnait en réalité comme une usine, soutirant des « élèves » un travail gratuit. En mai 2017, [des](#)

[travailleurs ont protesté](#) après que Khaadi, l'une des principales enseignes pakistanaises de l'habillement, a licencié 32 travailleurs parce qu'ils réclamaient le respect de leurs droits inscrits dans la loi nationale.

En septembre 2012, un incendie qui s'est déclenché dans la fabrique de vêtements Ali Enterprises à Karachi avait [tué au moins 255 travailleurs](#) et fait plus de 100 blessés. Les enquêtes ont démontré une série d'irrégularités et une absence quasi totale de systèmes anti-incendie et de sécurité. Les rescapés ont rapporté que sur le moment, les responsables de l'usine n'avaient fait aucun effort pour venir à la rescousse des travailleurs, s'efforçant plutôt de sauver leur marchandise.

Certaines des grandes usines du Pakistan, qui font partie du secteur organisé de cette industrie, fournissent des vêtements aux enseignes internationales. Mais la plupart des usines d'habillement répondent à la demande du marché national. Le travail est effectué dans de petits ateliers cachés dans des bâtiments anonymes qui échappent à la surveillance des inspecteurs du travail.

En général, les conditions de travail dans ces fabriques plus petites sont pires que dans les grandes usines, qui ont plus de chances d'être inspectées, a constaté Human Rights Watch. Les propriétaires refusent souvent de payer le salaire minimum légal et embauchent des travailleurs sur la base de contrats verbaux à court terme. Cependant, Human Rights Watch a constaté que les violations des droits des travailleurs – notamment les longs temps de travail et l'emploi temporaire prolongé, sans sécurité de l'emploi ni avantages – existaient même dans les grandes usines pakistanaises, y compris celles qui fournissent des vêtements aux magasins et enseignes de stature internationale.

Les ouvriers – dont beaucoup d'ouvrières – ont également déclaré qu'ils subissaient des agressions verbales, qu'on faisait pression sur eux pour qu'ils ne fassent pas de pauses pour aller aux toilettes et qu'ils n'avaient même pas accès à l'eau potable. Ceux qui

réclament le respect de leurs droits risquent d'être menacés ou renvoyés. Dans deux usines, Human Rights Watch a décrit des cas où des travailleurs ont été frappés par les responsables.

« Je sais que la paye est en dessous du salaire minimum fixé par l'État, mais qui entendra notre plainte ? », a déclaré une ouvrière qui après huit ans ne gagne que 90 USD par mois environ. *« Si je proteste auprès du chef, je serai virée sur le champ. »*

Certaines usines d'habillement qui produisent pour des enseignes nationales utilisent, pour des commandes spéciales ou saisonnières, des personnes travaillant à domicile. Les femmes qui travaillent chez elles se voient souvent refuser toute protection découlant du code du travail. Elles ne peuvent pas adhérer aux syndicats ouvriers ni s'organiser en syndicat autonome. Leur travail, non réglementé, reste à la merci des intermédiaires, qui refusent souvent de verser le salaire minimum.

Les défenseurs des droits des travailleurs ont décrit des pratiques de démantèlement des syndicats par beaucoup de grandes usines. Les directeurs d'usine maintiennent souvent les ouvriers dans des contrats de courte durée afin de les décourager de participer aux activités syndicales. Selon les travailleurs, les propriétaires d'entreprises manipulent également le code du travail pour créer des obstacles à l'enregistrement des syndicats. Plusieurs usines enregistrent ainsi des syndicats factices ou « jaunes », composé d'employés choisis, voire fictifs, ce qui fait qu'il est impossible pour les travailleurs d'enregistrer leurs vrais syndicats.

Le Pakistan devrait amender son code du travail pour qu'il se conforme aux normes internationales et notamment aux conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Mais en attendant, le seul fait d'appliquer strictement les lois existantes ferait beaucoup pour la protection des droits des travailleurs, a déclaré Human Rights Watch. Les autorités, notamment l'inspection du travail, sont souvent débordées, parfois complices, et laissent les abus se perpétuer.

Les propriétaires d'usines doivent eux aussi s'engager à des réformes, a déclaré Human Rights Watch. Les associations d'industriels APTMA (All Pakistan Textile Mills Association) et PRGMEA (Pakistan Readymade Garments Manufacturers & Exporters Association) devraient veiller au respect des dispositions protégeant les travailleurs et sanctionner les entreprises qui y portent atteinte.

D'après les [Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme](#) des Nations Unies, les entreprises nationales et internationales du secteur de l'habillement, ainsi que les usines qui les fournissent, ont la responsabilité de prévenir et d'atténuer les atteintes aux droits humains dans les usines, et devraient prendre des mesures correctives si de tels abus sont commis. Ces Principes exigent que toutes les entreprises, indépendamment de leur taille ou de leur lieu d'implantation, « évitent d'avoir des incidences négatives sur les droits de l'homme ou d'y contribuer par leurs propres activités, et qu'elles remédient à ces incidences lorsqu'elles se produisent ».

« Le gouvernement pakistanais doit veiller à ce que les entreprises d'habillement cessent d'utiliser des stratégies, comme le démantèlement des syndicats, qui empêchent les travailleurs de s'organiser et de revendiquer collectivement leurs droits », a conclu Brad Adams. « Les enseignes nationales et internationales devraient comprendre que le respect du droit des travailleurs donne des entreprises plus compétitives. »

La Tunisie espère réintégrer le TOP 5 mondial des exportateurs de textile-habillement envers l'UE

French.china.org.cn | Mis à jour le 27-01-2019

La Tunisie projette porter ses exportations en textile-habillement à une enveloppe de 4 milliards d'euros à l'horizon 2023 envers l'Union européenne, a annoncé ce dimanche le chef du gouvernement tunisien, Youssef Chahed.

En marge d'un congrès annuel de la Fédération tunisienne du textile-habillement (FTTH) à Sousse (province balnéaire phare des côtes-est du pays), M. Chahed a espéré voir son pays réintégrer le TOP 5 mondial des exportateurs de textile envers l'Union européenne (UE).

"A l'horizon 2023, nous nous engageons à générer 50.000 emplois supplémentaires dans ce secteur vital pour la croissance économique", a rassuré le chef du gouvernement tunisien, d'adressant aux professionnels de ce secteur.

Selon M. Chahed, "le slogan principal de ce congrès (Textile-habillement : responsabilité, stratégie et développement) coule directement dans le vif de notre nouvelle politique économique gouvernementale, devant être en concordance avec la nouvelle donne actuelle et qui aura un aspect participatif".

"Alors que l'Etat garantira des mesures horizontales, le secteur privé veillera à mettre en œuvre des finalités en relation avec l'investissement, les exportations, l'employabilité et l'innovation", a encore précisé le chef de la primature tunisienne.

Un document distribué à cette occasion précise que la première édition de ce congrès revêt une importance particulière puisque, pour la première fois, les industriels exposent aux autorités compétentes leur perception de l'essor du secteur textile-habillement.

En effet, un "plan pilote de relance" a été proposé par ces industriels aux décideurs du secteur public pour ainsi détailler les atouts de ce secteur, ces potentiels au titre d'exportations mais aussi les principales lacunes qui handicapent sa relance.

Sur toute l'année 2018, les exportations globales tunisiennes ont pu réaliser une hausse de 19,1% contre 18,1% en 2017. Quant aux importations globales, l'allure était aussi haussière soit de 20% contre 19,8% en 2017.

Pour ce qui est du textile-habillement et cuir, les exportations de 2018 ont enregistré une progression de l'ordre de 18,6%.

Le gouvernement dispose d'une stratégie de relance du secteur Textile/Habillement pour 2019/2023

par **African Manager** - 27/01/2019 19:24



Le gouvernement a élaboré une stratégie de relance du secteur textile et habillement, pour la période 2019-2023, qui sera suivie par la signature d'un pacte sectoriel entre le gouvernement et la Fédération Tunisienne du Textile et de l'Habillement a déclaré, dimanche, à Sousse, le ministre de l'Industrie et des petites et moyennes entreprises, Slim Feriani.

Cette stratégie, a-t-il ajouté, au cours du congrès annuel de la Fédération Tunisienne du Textile et de l'Habillement, s'inscrit dans le cadre du plan de relance économique 2019-2020, élaboré par le Conseil d'analyses économiques et basé sur six axes.

Il a rappelé qu'un plan d'action, soumis à un conseil ministériel restreint, en juin 2017, a favorisé 22 mesures dont la plupart ont été réalisées. Le plan, a-t-il avancé, stipule le rééchelonnement des dettes des entreprises auprès de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) sur 6 ans, avec une année de grâce, la restructuration des dettes fiscales sur 5 ans, avec une année de grâce, et l'accélération de la réalisation de l'extension du pôle de compétitivité Monastir-El Fejja.

Il a ajouté que l'Etat a alloué une enveloppe d'un million de dinars pour la réalisation d'une étude stratégique sur le secteur du textile afin de garantir un secteur à haute technologie et à forte valeur ajoutée.

Pour sa part, le président de l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, Samir Majoul a souligné que les professionnels du textile ont réussi à surmonter les difficultés rencontrées dans le secteur, au cours des dernières années, avec la prise d'initiatives et en tenant compte des changements à l'intérieur et l'extérieur du pays.

Il a rappelé dans ce cadre que les exportations du secteur textile ont cru, en 2018, de 18%, en dinar, et de 3,5% en euro, par rapport à l'année 2017, ajoutant que les intentions d'investissement ont augmenté de 40%, en 2018, permettant la création de 16500 emplois. En dépit de cette reprise, le secteur du textile reste la victime du commerce parallèle, et fait face au manque de main-d'œuvre spécialisée et de l'absence des zones industrielles, a-t-il encore dit.

Et d'ajouter, les professionnels du secteur font face à la lenteur des procédures administratives, la dégradation du climat d'investissement et la détérioration des infrastructures.

Ce congrès a permis d'exposer la stratégie de relance du secteur (2019-2023), qui constituera un pacte qui sera signé, prochainement, par la fédération et le gouvernement. Le plan de relance vise la mise en place d'un modèle de gouvernance public-privé dans le secteur du textile/habillement et le lancement de 10 projets stratégiques.

Si ce plan marche, le textile-habillement sera requinqué

par [Nadia Bentamansourt](#) - 29/01/2019 16:00



Le textile-habillement est devenu ces dernières années un secteur précaire, qui n'est pas au diapason des changements internationaux. Cette précarité est expliquée, selon les professionnels du métier, par de nombreux facteurs dont notamment sa faible compétitivité qui ne lui permet pas de faire face à la concurrence mondiale, principalement les marchés européens et asiatiques.

Aujourd'hui, le poids du secteur impose au gouvernement de rechercher les moyens de résoudre ses problèmes structurels et conjoncturels, d'améliorer les conditions de vie des ouvrières du textile, tout en œuvrant à repositionner le textile tunisien sur le marché mondial, en favorisant une meilleure intégration et une montée en gamme de cette filière.

C'est dans ce contexte que le plan de relance du secteur du textile & habillement (2019-2023) a été lancé depuis 2018. Il vise à instaurer un modèle de gouvernance public-privé adapté au secteur du textile et à lancer une dizaine de projets stratégiques d'intégration.

Selon les données dévoilées par la FTTH (Fédération tunisienne du textile et de l'habillement), ce projet a été élaboré par l'organisation, en collaboration avec le Conseil d'analyse économique (CAE), relevant de la présidence du gouvernement

S'articulant autour de six grands axes, ce plan prévoit, également, une promotion accentuée du secteur sur les marchés traditionnels et nouveaux, une formation co-construite

(professionnels-dispositif de formation) adaptée aux filières, l'amélioration des infrastructures et l'instauration de mesures incitatives spécifiques.

Il s'inscrit, en effet, dans le cadre du Plan de relance économique 2019-2020, élaboré par le CAE et présenté au chef du gouvernement en septembre 2018.

Lequel plan comporte 100 mesures de relance à deux dimensions (croissance et emplois/inclusion sociale et régionale).

Le Plan de relance du secteur du textile & habillement prévoit dans son premier axe relatif à la gouvernance la mise en place d'un conseil national stratégique du secteur du textile, le lancement d'un fonds dédié au développement du secteur dont l'enveloppe de départ sera de 50 millions de dinars (MD), assumée en partie (10 MD) par les privés, et la création d'une instance de pilotage de l'exécution de ce plan.

Hausse du volume des exportations de T&H en 2018

Selon des statistiques récemment communiquées par le département de l'industrie, les exportations du secteur textile ont cru, en 2018, de 18% en dinars, et de 3,5% en euros, par rapport à l'année 2017. Les intentions d'investissement ont augmenté de 40% en 2018, permettant la création de 16500 emplois.

On rappelle également qu'en 2010, ce secteur employait 210.000 personnes en 2014 l'effectif a régressé de 16% à 180.000 personnes. 30 mille emplois ont été ainsi détruits.

Au cours de la même année, il y avait 2150 sociétés opérant dans le secteur. En 2014, elles ne sont plus que 1760, soit une baisse de 22%.

En 2010, la Tunisie était le 5^e fournisseur en vêtements de l'Union européenne. En 2014, elle a perdu quatre positions. Désormais, nous sommes 9^e !

Turkey sets out US\$570m support package for exporters

By Hannah Abdulla | 18 January 2019

Turkey's Trade Minister, Rukhsar Pekcan, has outlined a TRY3.1bn (US\$570m) package to help the country's exporters grow added-value product sales.

Pekcan said the investment would mainly support small-medium enterprises and encourage them to produce higher-value items for export.

Last week, the Istanbul Ready-to-Wear and Apparel Exporters Association (IHKIB), said the country is eyeing a [10% increase in apparel exports for 2019](#). Latest figures from the Turkish Exporters Assembly show a 3.6% jump in annual apparel exports for 2018 to US\$17.6bn, up from US\$17.03bn the year before. In volume terms, exports of apparel rose 7%. For the same period, textile and raw material exports grew 4.5% to US\$8.5bn.



Turkey's Trade Minister has granted a TL3.1bn (US\$570m) package to help the country's exporters grow added-value product sales

According to the [re:source by just-style](#) strategic sourcing tool, Turkey is amongst the world's top ten clothing and textile exporters thanks to its high quality, proximity to Europe and Asia, skilled labour, and well-developed domestic supply chain. Turkish manufacturers can offer fast delivery times, flexibility for in-season repeats, and the ability to trial new products and trends but, like other supplier countries, faces competition from low-cost producers in Asia.

Pekcan said the ministry supported 12,555 firms in 2018, adding: "Technology, branding, and design, which were our priorities, took the biggest share of our budget with TRY861m (US\$159m) in 2018."

Some 600 firms' technology, branding, and design activities were supported in 2018, and with the new investment more firms will be supported, but the focus must be on creating value-added offerings, she noted.

"We designed all of our export support to develop fields which contribute to Turkey's export potential. The ultimate goal of all these support programs; is to direct our exporters to export high-tech and value-added products."

Big Issues Will Affect Retail in 2019

By [Andrew Asch](#) | Thursday, January 17, 2019

The past few years have been a time of upheaval for the fashion and fashion-retail businesses. Expect more in 2019.

A cooling economy this year could put a crimp on consumer spending. And a dip in consumer spending might be amplified by a growing trade war between China and the U.S., which began last summer when the Trump administration levied a 10 percent tariff on \$200 billion worth of goods coming from China, said Paula Rosenblum, managing partner for market researchers **RSR Research**.

"If the trade war continues, we're going to see some real price inflation of low-end and moderate-priced product," she said. "Since so much of apparel is a discretionary spend, the impact will be swift."

How big could that impact be? Rosenblum said it was hard to forecast. "I can't remember the last time U.S. retailers dealt with fallout from a trade war," she said.

To get around the impact of a trade war, Rob Greenspan, president of **Greenspan Consult Inc.**, is advising his clients to diversify their sourcing operations. "I'm not saying pull out of China. But I am advising people to spread their risk, be nimble and find alternative sources of supplies," he said.

Another problem plaguing retailers this year is the growing number of returns being made by online shoppers. "The volume of returns will continue to rise and create inventory and process issues for retailers," RSR's Rosenblum said. "Absent a fitting room, consumers just buy a bunch of 'stuff' and decide what they're going to keep when it gets to their houses. And retailers cannot afford to charge a restocking fee because consumers will just shop elsewhere."

An estimated 15 percent to 30 percent of online orders purchased during the holiday 2018 season will be returned, according to a recent report from real-estate and investment company **CBRE**. Online returns could cost as much as \$37 billion for the 2018 holiday season compared with \$32 billion for the 2017 holiday season, CBRE said. But new tools of the trade might help retailers battle some of the challenges in the retail world. One tech item expected to become more popular this year is voice-activated retail such as **Amazon Echo**, said Wendy K. Bondoni, the fashion marketing chair of **Woodbury University** in Burbank, Calif.

Consumers are intrigued by the convenience of being able to order a product anytime they want by vocalizing a request into a machine.

Voice-activated retail has piqued the interest of certain big retailers for some time. **Walmart** and **Target** made headlines in 2017 when they decided to sell voice-activated shopping powered by **Google Assistant** devices, and it was a focus at the recent **CES** technology trade show in Las Vegas.

Personalization and customization are forecast to be increasingly important to consumers. Mercedes Gonzalez of retail consultants **Global Purchasing Companies** said that strides in manufacturing will allow companies to offer more unique looks to consumers.

Dutch-headquartered **Suitsupply** offers custom-made suits and shirting for shoppers at the company's online store. Other companies offering shoppers a chance to make custom suits are Los Angeles-based **SuitKits by Sierra E** and **Sene**. "Made-to-order will be mass," Gonzalez said.

Los Angeles retail sees some burgeoning neighborhoods

For the Los Angeles retail real-estate scene, business in 2019 is forecast to be similar to the previous year, said Rafael De Anda, a market analyst for **CoStar Group**, a commercial real-estate information company.

In Los Angeles, the retail vacancy rate has been stable, hovering around 4 percent since the third quarter of 2016, De Anda said. The area had just enough leasing to overcome increased vacancies, but don't expect more retail space to be developed soon.

"Developers are being cautious. They want to make sure what is being built will be leased," De Anda said.

Commercial rents in Los Angeles haven't grown much in the past year, remaining flat in 2018 compared with 2017. "Landlords and brokers understand that there is softening in the retail sector," the market analyst explained. "They were willing to work with tenants this year to protect themselves from rent closures."

Andrew Turf of CBRE forecast more growth in certain areas of Los Angeles. One reason is that retailers are interested in taking a gamble on the downtown area, once considered blighted until gentrification took hold with an unprecedented construction boom over the past seven years.

Turf worked on a deal to bring a **Vans** store to the heart of downtown L.A., where in July the hip shoe company is scheduled to open a two-story, 7,500-square-foot flagship at the intersection of Broadway and 8th Street.

It will be located between an old theater being built out as an outpost for tech giant **Apple** and the hip **Urban Outfitters**. Other retailers nearby include **Theory**, **Acne Studios** and **A.P.C.**

Turf also was bullish on more boutiques and stores moving to downtown Los Angeles' Arts District, where the highly touted **Dover Street Market** was opened last year by **Comme des Garçons** founder Rei Kawakubo

Pacific Palisades will be another hot neighborhood in the Los Angeles area now that shopping-center developer Rick Caruso opened **Palisades Village** last year in that wealthy suburb. Turf forecast that more retailers would open in the neighborhood to meet increasing demand for boutique retail.

Another hot neighborhood undergoing a renovation is Inglewood, Calif., Turf said. The residential community, which was once home to the **Hollywood Park** horse-racing track, is undergoing a major transformation with a new football stadium replacing the race track and being built for the **Los Angeles Chargers** and the **Los Angeles Rams** football teams. The **Los Angeles Clippers** are also planning to build a new basketball venue near there.

The revamped Hollywood Park area, to be unveiled in September 2020, will have new residential development consisting of 2,500 units of housing as well as 620,000 square feet of retail space and a giant outdoor movie screen.

That kind of development is guaranteed to attract new retailers who want to tap into the flurry of fans who will be bombarding the area for games or new residents who want to be close to sports venues and not far from downtown Los Angeles. “Anybody looking for global attention,” Turf said, “will have their eyes on Hollywood Park.”

CPTPP: un défi de taille pour le secteur du textile-habillement

21/01/2019 16:41

Le secteur de l'habillement et du textile devrait pâtir de la réglementation sur l'origine des marchandises qui découle de l'Accord global et progressiste de partenariat transpacifique (CPTPP), a déclaré Bui Kim Thùy, représentante nationale du Conseil commercial États-Unis - ASEAN au Vietnam.



Le CPTPP ouvrira des opportunités pour les exportations textiles du Vietnam.

Le CPTPP est récemment entré en vigueur le 14 janvier au Vietnam. Il devrait offrir d'énormes opportunités au pays, mais aussi lui imposer de nouveaux défis. Parmi eux, la question de l'origine des matériaux utilisés pour la production.

"Tout le monde dit que c'est l'industrie du textile et du vêtement qui profiterait le plus du CPTPP, mais en l'absence d'un soutien approprié, les opportunités pourraient se transformer en défis", a déclaré Truong Van Câm, vice-président de l'Association du textile et de l'habillement du Vietnam (VITAS).

En 2018, le secteur du vêtement et du textile occupait la deuxième place mondiale en termes de chiffre d'affaires à l'exportation, lequel s'élevait à 36,1 milliards de dollars. Toutefois, pour réaliser une telle production, le Vietnam a importé environ 80% de ses matières premières. *"Un grave problème pour cette industrie", a déclaré M. Câm.*

Actuellement, le Vietnam importe jusqu'à 99% de la quantité du coton, 70% des fibres et 80% des tissus qui servent sa production du textile-habillement. Selon le vice-président de la VITAS, seulement 10% de la quantité du tissu est importé du Japon ou de pays membres du CPTPP. Le Vietnam n'a pas été en mesure de produire des tissus destinés à l'exportation.

Association nécessaire

Face à cette problématique, de nombreux pays comme la République de Corée ou la Chine ont construit des chaînes d'approvisionnement et des parcs industriels. *"En se concentrant dans une zone, les entreprises traitent facilement les eaux usées, forment et développent les ressources humaines. Les tissus des zones rurales ou des petites et moyennes entreprises en profitent"*, a relevé Nguyễn Sơn, vice-président de l'Association du coton et de la filature du Vietnam.

Le Vietnam figure parmi les trois plus grands exportateurs de vêtements et de textiles au monde, derrière la Chine et l'Inde. Il doit ce classement à sa main-d'œuvre abondante et sa population croissante. Jusqu'à présent, le pays a attiré une colossale somme d'investissements étrangers directs dans ce secteur.

M. Câm a déclaré que pour tirer parti des opportunités offertes par le CPTPP, les entreprises vietnamiennes devaient bien comprendre les contenus de l'accord, ainsi que les besoins des marchés qu'elles entendent conquérir.

Pour résoudre ces questions, les entreprises doivent mieux collaborer avec les localités. Pour sa part, le gouvernement doit élaborer des politiques pour les 10 à 15 prochaines années afin de tirer parti de l'accord.

Diêu Thuy/CVN

Vietnam targets \$ 40 bn in textile-garment exports in 2019

22 Jan '19



The Vietnam [Textile](#) and Apparel Association (VITAS) has set a target of \$40 billion in export turnover for calendar year 2019, 10.8 per cent higher than the \$36 billion in 2018, which was a 16 per cent rise year-on-year. The sector is likely to enjoy a [trade](#) surplus of \$20 billion and generate employment and raise income for 2.85 million workers.

The upcoming free trade agreements (FTAs), such as the Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP), are a driving factor supporting production and business activities of the sector in 2019. The sector is also awaiting more orders due to the US-China trade war.

Vietnamese textile firms have witnessed positive signals for orders in 2019. Many businesses have already received orders for the first six months of 2019 and even the whole year. Flows of capital investment in the textile and dyeing industry and material have been on the rise, according to a news agency [report](#).

According to the Ministry of Industry and Trade, 2019 will be a challenging year for the sector to integrate into the global textile supply chain.

The fourth Industrial Revolution will especially have a stronger impact on the sector, forcing it to change and strongly increase investment in equipment and personnel, experts feel.

Vietnam is participating in 16 FTAs. Eleven out of the 12 signed agreements have been enforced, while the ASEAN-Hong Kong (China) FTA is yet to come into force. (DS)

Adidas has least forced labour risk in supply chain

17

Jan '19



Courtesy: KnowTheChain

Less than third of the largest global apparel and footwear companies (15 out of 43) score over 50/100 in policies and practices related to forced labour risks in their supply chains, according to a recent benchmark. Adidas which scored 92/100 remained the top-scoring company, while Lululemon (89/100) overtook Gap Inc (75/100) to secure the second place.

The overall average score of all the accessed companies remained low at 37 out of 100 found the '2018 Apparel & footwear benchmark findings [report](#)' released by KnowTheChain. Adidas and Lululemon achieved a significantly higher score than their peers due to their strong approaches to addressing risks associated with recruitment and migrant workers as well as risks in lower tiers of their supply chains.

The companies scoring below 15/100 include companies across subsectors and regions, including Asian retailers such as Zhejiang Semir Garment (0/100), the owner of China's largest specialty children's apparel [brand](#); and Shimamura (0/100), the second-largest apparel retailer in Japan; US footwear companies such as Foot Locker (12/100) and Skechers (7/100); and European luxury brands such as LVMH (14/100) and Prada (5/100).

The average score of subset of 19 companies benchmarked in both the years (2016 and 2018) increased from 49/100 to 56/100. While all of the 19 companies improved notably, eight companies (Adidas, Hugo Boss, Kering, Lululemon, Nike, PVH, Ralph Lauren, and VF) increased their scores by more than 10 points.

Despite disclosure of some leading practices, recruitment remains the lowest scoring theme, at 18/100. Only four companies provide evidence that they have reimbursed recruitment fees to workers in their supply chains (Adidas, Lululemon, Primark, and Ralph Lauren), and only seven companies provide evidence of how they support ethical recruitment in their supply chains. Eighteen out of the 43 companies in the benchmark received a score of zero for their lack of action on recruitment. (PC)